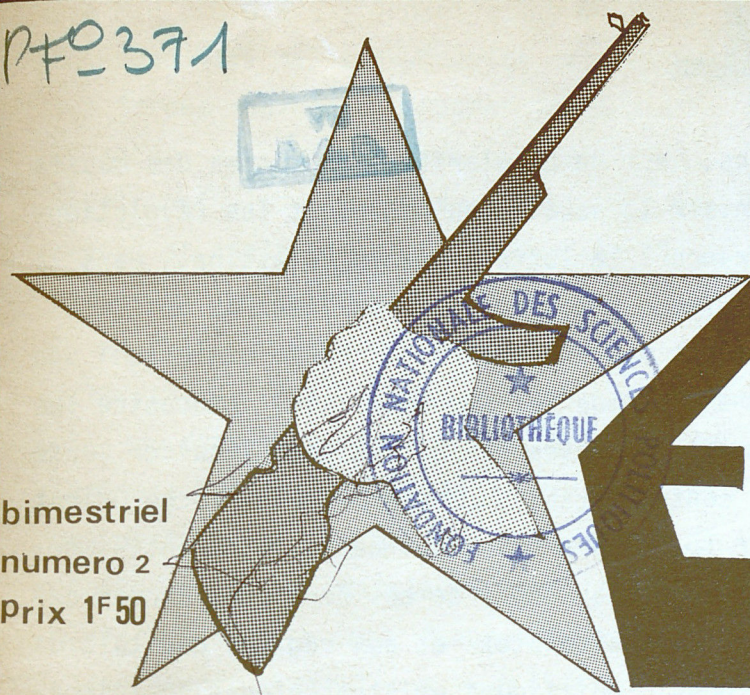
Pf° 371



# le front EL-AABHA

31 AOUT 1973

bimestriel
numero 2
Prix 1F50

**ORGANE DU COMITE PALESTINE-YEMEN-GOLFE ARABIQUE**

FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES BIBLIOTHÈQUE

Bibliothèque de Sciences Po

# EDITORIAL

L'objectif de notre comité, nous le rappelons, est de populariser les luttes des masses arabes en général et plus particulièrement d'organiser le soutien qu'accordent les révolutionnaires, les progressistes et les démocrates en France à la lutte armée en Palestine, dans le Golfe Arabe, ainsi qu'au régime révolutionnaire du Yémen Démocratique (ex-Yémen du Sud).

Le choix de ces trois champs de bataille n'est pas arbitraire : après avoir subi une grande défaite au Vietnam, l'impérialisme (notamment l'impérialisme américain) concentre ses efforts au Proche-Orient, pour écraser tout mouvement de masses et surtout pour liquider toute armée dirigée contre ses projets, ses intérêts et contre Israël. Autrement dit le Proche-Orient est susceptible de devenir dans les années à venir le terrain principal de la lutte anti-impérialiste : la prise de conscience par les masses arabes au cours de ces dernières années des contradictions qui les opposent aux impérialistes, aux sionistes et aux régimes capitulards menacent directement les immenses intérêts économiques, politiques et stratégiques de l'impérialisme. Dans ce contexte, les masses arabes prendront une part de plus en plus considérable dans la lutte de libération nationale.

Et ce ne sont pas là de simples prévisions : déjà en Egypte, au Maroc et au Liban, les ouvriers, les paysans, les étudiants, les lycéens et bien d'autres secteurs se soulèvent pour dénoncer l'incapacité des régimes, pour défendre la patrie et leurs intérêts de classe, pour exiger la démocratie et la participation directe et réelle à la lutte anti-sioniste et anti-impérialiste. Par ailleurs, la révolution arabe se poursuit dans sa forme la plus élaborée — la lutte populaire armée — dans d'autres régions. En Palestine, dans le Golfe Arabe, les masses populaires mènent la lutte armée contre le sionisme, l'impérialisme et la réaction. L'établissement au Yémen du premier régime démocratique national du monde arabe constitue un acquis important qu'il faut défendre, soutenir et dont il faut populariser les expériences.

Ces trois fronts ont été marqués ces derniers temps par les développements suivants :

En Palestine, parallèlement à la lutte armée contre l'occupant sioniste (accompagnée évidemment par des représailles barbares contre le peuple palestinien et les bases de fedayin en Syrie et au Liban), la Résistance Palestinienne continue sa lutte sur le plan politique,

— Pour élever le degré d'unification parmi les différentes organisations de la Résistance

— Pour faire face aux complots réactionnaires et impérialistes (la solution "pacifique", le projet de Royaume Uni, autre formule de "plan Allon" proposée par Hussein, visite de ce dernier chez Nixon, etc...).

Au Yémen, le régime révolutionnaire inquiète considérablement les impérialistes. L'encerclement du Yémen, les complots et les anathèmes lancés en permanence par l'Arabie Séoudite et les autres régimes réactionnaires nous montrent que nous devons rester vigilants. Après les combats de septembre dernier sur la frontière entre les deux Yémen, après les mobilisations des masses qui ont imposé l'accord d'unification, le COMITE PALESTINE-YEMEN-GOLFE ARABIQUE soutient plus que jamais le peuple yéménite dans sa lutte pour l'unification démocratique et contre l'impérialisme.

Enfin, dans le Golfe Arabe, pour la première fois, le régime fantoche de Qabous se trouve obligé de reconnaître l'existence d' "éléments subversifs" à Oman, c'est à dire de militants du Front Populaire de Libération d'Oman et du Golfe Arabique et ce malgré les campagnes barbares que lance ce régime en collaboration étroite avec l'armée britannique et la participation d'officiers et de soldats envoyés par le régime fantoche jordanien. D'autre part, les manifestations ouvrières et les soulèvements populaires à Bahreïn, dans les émirats et à Oman revêtent une portée considérable dans l'évolution de la lutte dans le Golfe.

Notre objectif est de populariser toutes ces luttes en France et de les soutenir par tous les moyens.

Un des moyens dont nous disposons pour développer ce soutien est " EL-JABHA ". A l'étape actuelle, le journal doit être un journal de propagande, reprenant et détaillant les analyses



Bibliothèque de Sciences Po

des forces politiques que nous soutenons (Le F.P.L.O.G.A., l'Organisation Politique du Front National sud-yéménite et toutes les forces radicales, progressistes et militantes au sein du peuple palestinien), développant les informations que nous recevons et analysant régulièrement la situation sur ces fronts.

Mais le journal n'est pas la seule activité du C.P.Y.G.A. qui a organisé à Paris et dans plusieurs villes de province (Rennes, Besançon, Orléans, Tours, etc...) des meetings de soutien à la révolution yéménite et à la résistance palestinienne, plusieurs expositions dénonçant le terrorisme sioniste ainsi que la diffusion d'affiches, tracts et documents politiques divers. Il a participé aux meetings et aux manifestations, aux côtés des autres organisations révolutionnaires et des progressistes français, à l'occasion de la mort du camarade Mahmoud Hamchari, représentant de l'Organisation de libération de la Palestine à Paris et de la venue de Golda Meïr en France. Il s'efforce de continuer dans cette voie. Le Comité diffuse depuis peu l'édition française de "Saout al-Thaoura" —la Voix de la Révolution— le bulletin d'information publié par le F.P.L.O.G.A. à Aden.

En fait, le COMITE PALESTINE-YEMEN-GOLFE ARABIQUE, héritier du Comité Palestine-Golfe Arabique et du Comité de Soutien à la Révolution du Golfe Arabique, s'efforce d'organiser une véritable activité dans les masses ouvrières et étudiantes en France pour le soutien à la révolution arabe.

Pour cela, le Comité a besoin d'aide. Une aide militante: nous appelons à rejoindre les comités de base existant et en particulier à soutenir par tous les moyens la diffusion du journal. Mais aussi une aide financière, tant pour se développer par lui-même que pour marquer son soutien effectif, son soutien matériel au peuple palestinien, au peuple yéménite et à celui du Golfe. C'est pourquoi le COMITE PALESTINE-YEMEN-GOLFE ARABIQUE lance une campagne de collecte de médicaments destinés aux combattants du FPLOGA et aux populations du Dhofar.(*)

Pour la victoire du mouvement révolutionnaire arabe, pour le soutien aux luttes des peuples du Moyen-Orient, soutenez, rejoignez le COMITE PALESTINE-YEMEN-GOLFE ARABIQUE et ses comités locaux !

(*) cf page 15

## SOUTENEZ LE COMITE PALESTINE-YEMEN-GOLFE ARABIQUE
## PARTICIPEZ AUX ACTIONS QU'IL ORGANISE

Je désire prendre contact avec un Comité Palestine-Yémen-Golfe Arabique local

Nom :

Adresse :

Eventuellement téléphone :

## ABONNEZ VOUS!

Je m'abonne à " EL-JABHA ",

Veuillez trouver ci-joint mon règlement : .... F.F.

Nom :

Adresse :

Je désire recevoir " EL-JABHA " à partir du numéro ..... inclus.

### tarif des abonnements

Pour un an (ou 6 numéros),

| | France | Etranger |
|---|---|---|
| Pli ouvert | 10 F.F. | 12 F.F. |
| Pli fermé | 15 F.F. | 20 F.F. |

Tarifs avion sur demande.
Abonnement de soutien : 50 Francs et plus...

Adressez vos envois à l'adresse suivante:

" COMITE PALESTINE-YEMEN-GOLFE ARABIQUE "
boîte postale n°20,
75661 PARIS CEDEX 14

Les règlements doivent être libellés au nom du comité. Ils peuvent être effectués par chèque postal ( CCP 2 131 50 PARIS ), par chèque bancaire ou par mandat.

" EL-JABHA " —le front—
bimestriel d'information publié par
le COMITE PALESTINE-YEMEN-GOLFE ARABIQUE
boîte postale n° 20, 75661 PARIS CEDEX 14

directeur de la publication : M. PELLAS
imprimerie T.C., Yvetot, Seine Maritime
dépôt légal : 1er trimestre 1973
" EL-JABHA " est inscrit au registre de la Commission Paritaire sous le numéro 53 500.

reproduction, même partielle, de tout article autorisée si elle nous est signalée.

Bibliothèque de Sciences Po

# YEMEN : LA REACTION MANŒUVRE CONTRE L'UNITE

Il existe une constante dans la lutte de libération du peuple yéménite, c'est son attachement profond à l'unité nationale. Ainsi la révolution du 26 septembre 1962 au Nord-Yémen et celle du 14 octobre 63 au Sud sont les étapes historiques qui ont engagé les masses yéménites vers l'indépendance, la libération, la révolution.

Les occupations ottomanes, l'occupation britannique d'Aden et la création des protectorats à partir de 1839 n'ont jamais empêché le Yémen du Nord -et même à l'époque des imams- de considérer la partie sud du pays comme faisant partie intégrante de la "patrie yéménite". Pendant plus d'un siècle, en appliquant la politique "diviser pour régner", en se liant par accords et traités bilatéraux avec les sultans, émirs et cheiks qui avaient déjà tout à perdre dans un Yémen uni, l'impérialisme britannique avait su solidement installer et sauvegarder sa domination.

La chute du régime monarchique de l'imam Al-Badr le 26 septembre 62 et la création de la république arabe du Yémen allaient donner au courant nationaliste sud-yéménite l'impulsion décisive. En juin 1965, le Front National de Libération sud-yéménite déclarait: "La révolution du 26 septembre au Nord a soulevé parmi les masses populaires du Sud-Yémen un enthousiasme militant indescriptible et a créé les conditions propices à l'élan révolutionnaire du Sud, marqué par l'insurrection du 14 octobre 1963 !"

Malgré la chute du maréchal Sallal, instigateur de la révolution au Nord, le 5 novembre 67, le Front National de Libération Sud-Yéménite va progressivement jouer le rôle dirigeant qui lui incombe, après avoir éliminé politiquement et militairement les personnalités équivoques du F.L.O.S.Y. (1).

Le 30 novembre 1967 l'indépendance est proclamée à Aden, consacrant la défaite du colonialisme britannique. Au Nord, la situation est plus confuse que jamais, le nouveau gouvernement cède progressivement aux pressions de l'Arabie Séoudite qui craint un rapprochement entre les deux Etats yéménites. Au Sud, en mars 68 le 4ème Congrès du Front fait valoir que la libération Nationale du Yémen dépend de la victoire de la révolution au Nord. Cette victoire, en réalisant l'unité nationale, permettrait de passer à un stade supérieur dans la lutte contre l'impérialisme et la réaction dans la péninsule et le golfe arabiques. Ce congrès est un véritable champ de bataille idéologique où la gauche s'oppose à la politique imposée au pays par l'aile droite, détentrice du pouvoir avec l'appui de l'armée. Il s'achève sur la victoire des positions révolutionnaires. Pour contrecarrer l'application des mesures adoptées par le congrès, les forces gouvernementales déclenchent aussitôt la répression. Les révolutionnaires retournent dans les montagnes et reprennent la lutte armée. Le 22 juin 1969, les forces de gauche destituent Qahtan Al-Chaabi et prennent le pouvoir. La direction du nouvel Etat, qui deviendra bientôt la "République Démocratique et Populaire du Yémen" (R.D.P.Y.), est confiée à Salim Robaya Ali.

Dès 1969, l'Arabie Séoudite attaque la région de Wadiah au nord de la 5ème province, dont elle voudrait contrôler les richesses pétrolières potentielles. Sans succès. En 1970, les nationalisations et la préparation d'une nouvelle réforme agraire, décidées par le Front National, renforcent la détermination des réactionnaires séoudiens. Ceux ci lancent en septembre contre le Yémen Démocratique une armée de plusieurs milliers de mercenaires. Cette "Armée pour la délivrance de l'Hadramaout et de l'Arabie du Sud" avait pour objectif minimal de détacher du Yémen les 5ème et 6ème provinces et de les placer sous protectorat séoudien. En coupant le pays en deux, on réalisait du même coup l'asphyxie de la révolution du golfe arabique. Ce fut une défaite cuisante, malgré toute l'aide apportée par la C.I.A..

1971 est l'année marquée par la généralisation des soulèvements paysans (cf notre article). Ce fut aussi celle de la victoire de Ballaq, base de mercenaires au point de rencontre des trois Etats ( Arabie Séoudite, Nord et Sud-Yémen). En prenant l'initiative de l'attaque, après avoir été longtemps harcelées, l'armée et les milices paysannes font tomber la forteresse après trois jours de combat et récupèrent une quantité considérable de matériel U.S.. Le 21 février 1972, 65 mercenaires trouvent la mort dans la région de Beihan, lors d'une nouvelle attaque. Parmi ceux-ci, trois cheiks, dont le "prestigieux" Nagi bin Ali Al-Ghader, pionnier de la lutte contre-révolutionnaire. Le gouvernement de Sana, sous la pression des chefs de tribu, élève une protestation et menace de déclencher des représailles.

Le 5ème Congrès du Front National se tient en mars et souligne une nouvelle fois l'importance historique de l'unité démocratique nationale afin de déjouer les plans de l'impérialisme et de ses valets de la réaction arabe. Une des résolutions politiques précise : "...l'achèvement de la libération nationale dépend de la victoire des révolutions du 26 septembre et du 14 octobre sur tous nos ennemis, notamment sur les forces de l'impérialisme et de la réaction, condition vitale pour que le peuple yéménite atteigne son objectif : la réalisation d'un Yémen démocratique et unifié".

Il est logique que cette recherche de l'unité dans le combat se heurte à la volonté conjuguée de l'impérialisme, de Fayçal et du Shah d'Iran qui veulent la liquidation de toutes les zones de résistance de la région et d'abord l'élimination du Yémen Démocratique. Pour réaliser leurs visées expansionnistes et leur "paix pétrolière", ils favorisent la poussée de la bourgeoisie réactionnaire et des féodaux royalistes du Nord. Ils suscitent et financent l'installation de nouveaux camps de mercenaires (2) et créent " l'armée du salut national " d'Ashall et de Makawi, l'ex-secrétaire général du F.L.O.S.Y.. Ils fournissent une aide considérable en chars, armes et munitions, tandis que la Lybie envoie des chasseurs et des avions d'entraînement. En juillet se tient à Djeddah, peu après la visite de Rogers dans la région, la "Conférence de sécurité de la mer Rouge", à laquelle participent l'Arabie Séoudite, l'Ethiopie, le Soudan, l'Egypte et le Yémen du Nord. Le Yémen Démocratique, lui, n'est pas invité —et pour cause...

## L'OFFENSIVE D'AUTOMNE

Août 1972. A Aden, Ali Antar, le commandant de l'Armée populaire, nous déclare : " Les réactionnaires séoudiens n'ont pas tiré la leçon de leurs échecs passés; ils croient encore pouvoir arriver à leurs fins —la suppression du régime progressiste au Sud et la soumission économique et politique de tout le Yémen à l'impérialisme— par des moyens militaires. Dans ce but ils sont en train de préparer activement leurs mercenaires à nous attaquer, dès l'automne. Ils tenteront sans doute une nouvelle fois de couper le pays en deux, mais nous les attendons. Notre armée et le peuple défendent leur patrie et les acquis de la révolution ! "

Le 26 septembre, tandis que le Yémen Démocratique célèbre l'anniversaire de la révolution de 1962 au Nord, l'offensive se déclenche, soudaine et totale.

Les objectifs visés sont clairs. Politiquement, il s'agit d'abord de "créer l'irréparable", de rendre impossible la visite prévue d'une mission de la commission de conciliation de la Ligue Arabe (3). Une telle mission ne pourrait en effet éviter de dénoncer l'activité et les concentrations des mercenaires et des troupes nord-yéménites. Quant au but final de l'attaque, c'est bien sûr le renversement du régime progressiste d'Aden. Militairement, les réactionnaires veulent briser la défense sud-yéménite, pénétrer le plus en avant possible vers le sud et essayer d'arriver aux portes d'Aden avant que ne puisse réagir l'arrière pays, les troisième et quatrième provinces.

Ce plan est rapidement compromis. L'armée et la milice populaires, après avoir concédé quelques kilomètres de terrain, arrêtent l'offensive, pourtant appuyée dès le début par les troupes régulières nord-yéménites —équipées de chars T 34.

Un fait, que les stratèges réactionnaires n'avaient pas envisagé, a contribué au pourrissement de l'offensive : le déclenchement, par l'Organisation de la Résistance Révolutionnaire (4), sur les arrières nord-yéménites, d'une série d'attaques, d'actions de harcèlement et d'occupations de villes, notamment dans le Morais et le Hacha. Le Yémen Démocratique avance les 30 septembre, 1, 2 et 3 octobre des propositions pratiques et détaillées permettant un cessez-le-feu rapide sur les positions, sous le contrôle de la mission de la commission de conciliation. A Aden, on met aussi l'accent sur "le danger

La direction du FRONT NATIONAL pendant le 5ème Congrès (mars 1972)



Bibliothèque de Sciences Po

que ferait courir à la révolution yéménite dans son ensemble une guerre fratricide, qui ne ferait que le jeu de l'impérialisme et de la réaction arabe". On affirme aussi que le Yémen Démocratique reconnaît comme représentants de la révolution au Nord-Yémen ceux qui ont réellement mené le combat contre la monarchie —tels les héros (5) qui, en 1967, défendirent pendant 70 jours Sanaa, assiégée par les troupes à la solde de l'Arabie Séoudite— et non les anciens ministres de l'imam et autres réactionnaires notoires qui siègent aujourd'hui dans le prétendu "conseil de la révolution".

Le 5 octobre, Mohamed Saleh Mutea, le ministre de l'Intérieur, chef de la délégation du Yémen Démocratique auprès de la commission de conciliation déclare, lors d'une conférence de presse : " Les propositions avancées par le gouvernement de la République Démocratique et Populaire du Yémen concernant la necessité de former un comité yéménite mixte pour éclaircir les raisons des récents évènements n'ont reçu aucune réponse dans les communiqués du gouvernement de la République Arabe du Yémen. (...) Il apparait maintenant clairement, à travers toutes les déclarations officielles faites à Sanaa, qu'on s'obstine à vouloir plonger le peuple yéménite dans la guerre civile, en exécution d'un plan monté par la réaction séoudienne."

Le lendemain, dès l'aube, les forces navales et aériennes nord-yéménites attaquent et occupent l'île de Kamaran, rattachée depuis l'indépendance au Yémen Démocratique par référendum. C'est un nouveau coup porté à l'intégrité territoriale du Sud, mais c'est aussi la réalisation d'un des objectifs arrêtés lors de la conférence de Djeddah, la coupure de la principale voie de ravitaillement du Front de Libération de l'Erythrée : un million de dollars de matériel (6), en voie d'acheminement, est saisi. C'est le double de cette somme que le Négus a dû verser aux réactionnaires nord-yéménites pour obtenir l'invasion de Kamaran. Même à ce prix, la coupure des approvisionnements et l'arrestation de nombreux patriotes Erythréens constitue un cadeau à la bourgeoisie éthiopienne réactionnaire et pro-sioniste, renforçant du même coup la "solidarité " et la cohésion de la réaction dans la région.

A travers le ton des communiqués de Sanaa concernant cette occupation transparaissent l'état d'esprit et la tactique des dirigeants nord-yéménites. Ces derniers —se refusant d'abord à se prévaloir d'un acte si clairement belliqueux— mettent les dénonciations d'Aden à ce sujet sur le compte de la " guerre psychologique". Puis, dès le 9 octobre, niant toujours la réalité de leur opération militaire, ils admettent que le "rattachement de Kamaran" n'a constitué qu'une simple formalité, "accomplie à la demande des habitants de l'île" (7), tout en faisant valoir un argument pseudo-juridique fallacieux : "l'île se trouve dans les eaux territoriales du Yémen du Nord" (8).

Le 10 octobre, Sanaa déclare que "Kamaran est définitivement nord-yéménite". Cette arrogance traduit bien l'espoir qu'avaient encore à cette époque l'impérialisme et la réaction arabe d'arriver à leurs fins par des moyens militaires. Mais, afin de donner le change à l'opinion publique —en particulier à l'opinion publique arabe— le gouvernement de Sanaa met en avant la proposition d'une réunification, qui, pour l'heure et dans sa logique réactionnaire, lui semble inacceptable par le Yémen Démocratique. Le 13 octobre, c'est le coup de théâtre, Salim Al-Yafi, le chef de la mission de la commission de conciliation déclare à Aden qu'un accord de cessez-le-feu a été conclu entre les deux Etats. Prenant au mot ce qui ne constituait de la part du Nord-Yémen qu'une enchère démagogique (ou une exigence de capitulation ! ), le Yémen Démocratique ne fait que prouver une nouvelle fois l'attachement historique qu'il porte à la réunification du pays. Il a d'ailleurs élaboré et présente un plan précis de réunification, prévoyant une période transitoire d'un an. C'est le désarroi parmi la délégation nord-yéménite qui rentre précipitament à Sanaa où, malgré l'opposition violente et catégorique des chefs de tribu, on se rend à l'évidence : il n'est pas possible de se récuser. Le 28 octobre, les premiers ministres des deux Etats, Ali Nasser pour le Sud et Mohsen Al-Aïni pour le Nord, signent au Caire l'accord d'union prévoyant la réunification du Yémen dans un délai d'un an, au terme duquel sera soumise à un référendum populaire une constitution élaborée en commun. L'accord précise que le nouvel Etat est " un régime républicain, patriotique et Démocratique " qui garantira "toutes les victoires remportées par les révolutions de septembre et d'octobre". Pour l'immédiat, les principales mesures élaborées sont : le retrait des concentrations de troupes de part et d'autre des frontières, la réouverture de ces frontières et la fermeture des camps d'entraînement. L'accord de cessez-le-feu prévoit aussi que les populations qui avaient émigré d'un Etat à l'autre à la suite des diverses circonstances historiques, accentuant encore la relation organique qui existe entre les deux parties du Yémen, peuvent dès maintenant regagner leur foyer. Outre les avantages précités, l'intérêt de l'accord est qu'il réduit considérablement la marge de manœuvre des forces réactionnaires au Nord et surtout qu'il accentue dès sa signature les contradictions internes au sein de la réaction yéménite, entre celle-ci et l'Arabie Séoudite et donc dans la stratégie globale de l'impérialisme. Cet accord signifie l'échec de l'utilisation par l'impérialisme du peuple yéménite comme outil défenseur de ses intérêts, l'échec de la "yéménisation" du conflit.

Tout un peuple en armes... et sur ses gardes !

Enfin, il est prévu une nouvelle réunion entre les chefs d'Etat des deux pays; celle-ci se tient du 26 au 28 novembre à Tripoli. Il y est précisé que le futur Etat œuvrera pour "l'établissement du Socialisme, inspiré par l'héritage arabo-islamique et ses valeurs humanistes, et pour réaliser —en tenant compte des conditions objectives de la société yéménite— la justice sociale qui exclue toutes les formes d'exploitation. L'Etat, en établissant des relations de type socialiste à l'intérieur de la société, agira pour assurer la suffisance dans la production et la justice dans la distribution, avec pour objectif la suppression des différences entre les classes sociales." Le caractère populaire et démocratique de l'accord du Caire se traduira par la création d'une " organisation politique unifiée comprenant tous les groupes jouant un rôle dans la production et qui sont les vrais bénéficiaires de la révolution". Enfin, les deux chefs d'Etat, Salim Robaya et Al-Iriani, expriment leur soutien "à la lutte armée du peuple palestinien " et "au peuple du golfe arabique dans sa lutte pour la liberté et l'unité de ses territoires". La composition des 8 commissions bipartites dont la création avait été décidée au Caire est rendue publique.

Mais il n'est bien sûr pas question que l'Arabie Séoudite accepte la création d'un Etat démocratique à ses frontières. Fayçal, s'il n'a pu faire autrement que d'approuver formellement l'accord d'unité, n'a bien entendu pas désarmé. C'est toute sa politique réactionnaire dans la région, sa politique de relais inconditionnel de l'impérialisme américain qui est en cause. C'est aussi l'existence même de son régime. Riyad n'a pas renoncé à essayer de s'emparer de l'Hadramaout et à s'assurer simultanément un accès sur l'Océan Indien et les richesses pétrolières que renferme la région. Et même si la proposition du Yémen Démocratique lors de la conférence du Caire, d'inscrire au programme de l'accord de réunification le recouvrement des terres yéménites spoliées, notamment par l'Arabie Séoudite (9), n'a pas été retenue, les réactionnaires de Riyad savent bien que la récupération de ces territoires serait rapidement mise à l'ordre du jour par les masses populaires d'un Yémen réunifié, national, démocratique et par la force des choses progressiste.

A Sanaa, dès le 28 décembre, le premier ministre Al-Aïni doit céder la place à Abdallah Al-Hijri et à d'autres collaborateurs proséoudiens, dont Mohamed Nouman qui devient ministre des affaires étrangères. Les réactionnaires se préparent à corriger la tournure dangereuse qu'avait constitué le faux pas forcé du gouvernement nord-yéménite en direction de l'unité. Cette préparation se concrétise d'abord par la décision froide et définitive de tout faire, ouvertement si necessaire, pour torpiller l'application de l'accord. Et les moyens ne manquent pas ! Depuis le versement, en décembre, de 25 millions de dollars pour annoncer la couleur et payer le changement de gouvernement, jusqu'à la réactivation des agressions frontalières depuis février, en passant par le bloquage possible des discussions à l'intérieur des commissions et l'accroissement démesuré des effectifs de mercenaires, entraînés en Arabie Séoudite même pour recommencer l'opération de 1970 contre l'Hadramaout. Tout récemment, Al-Hijri et Nouman se sont rendus à Riyad, vraisemblablement pour signer un nouvel accord militaire. Les U.S.A. ne sont d'ailleurs pas en reste dans ce sabotage et dans les préparatifs d'attaque : une aide importante vient d'être accordée à Sanaa, au titre de la "Fondation Kennedy", et qui ne servira pas seulement, on s'en doute, à acheter des tracteurs.

Cette remise en cause, complète dans les faits, de l'accord du Caire inquiète les sud-yéménites : la réunification, inéluctable à moyen terme, serait compromise dans l'immédiat...

Mais que les différents agents de l'impérialisme et de la réaction qui jouent en Arabie Séoudite et surtout au Nord-Yémen le double jeu de partisans en apparence de la réunification, d'artisans en fait de son sabotage, prennent garde : les masses populaires yéménites et leur émanation —au Nord la Résistance Révolutionnaire, au Sud le Front National— sont plus que jamais vigilants. Si d'aventure il apparaissait que les dés sont trop pipés, que l'extrême droite au pouvoir au Nord continue le processus qui a déjà été engagé, alors le Yémen Démocratique saurait tirer les conclusions qui s'imposent, c'est-à-dire dénoncer la manœuvre entreprise et se préparer à défendre son territoire contre une attaque militaire qui ne manquerait pas de se produire.

VIVE LA REUNIFICATION DU YEMEN SUR SUR DES BASES DEMOCRATIQUES !

SOUTENONS LA LUTTE DU PEUPLE YEMENITE CONTRE L'IMPERIALISME ET LA REACTION!

1) Ce fut le cas de Al-Makaoui et du syndicaliste réformiste Al-Asnadj qui sont aujourd'hui à la tête du lobby réactionnaire nord-yéménite.
2) Notamment à Dhoubi, Shakanza et Zabid.
3) Comprenant des représentants de la Syrie, de l'Algérie, de l'Egypte, du Koweït et de la Lybie qui se retirera de la commission pendant les négociations.
4) La " Résistance Révolutionnaire " nord-yéménite se fixe comme premier objectif l'unité des forces populaires contre la réaction et le féodalisme. Elle veut être l'initiateur et une des composantes d'un mouvement de front national comparable à " l'Organisation Politique du Front National" sud-yéménite. Elle négocie actuellement la création d'un tel front avec quatre autres organisations politiques démocratiques.
5) A leur tête se trouvait le major Abdul Raquib Abdul Wahab, dont les commandos —quelques milliers d'hommes au plus— jouèrent un rôle décisif dans la bataille. Il fut assassiné en janvier 1969 par le général réactionnaire Al-Amry.
6) Il sera partiellement restitué par la suite, après intervention de certains pays arabes.
7) Plusieurs trouveront la mort pendant l'attaque.
8) On est bien forcé de considérer Kamaran comme a priori sud-yéménite. Les eaux territoriales passent donc à mi-distance entre l'île et la péninsule.
9) Il s'agit de l'Assir, de Najrane et de Jisan, occupés en 1934.



Bibliothèque de Sciences Po

# L'ACCORD DU CAIRE

# PROJET D'UNIFICATION DU YEMEN

## (28 octobre 1972)

PREAMBULE

Le gouvernement de la République Démocratique et Populaire du Yémen et le gouvernement de la République Arabe du Yémen;

Au nom d'un seul peuple yéménite,

Au nom de la nation arabe,

Agissant de par leurs responsabilités historique et patriotique,

Croyant profondément en l'unité du peuple yéménite en sa patrie qui n'admet ni partition ni division,

Croyant profondément que cette vérité s'est imposée au fil de l'histoire malgré toutes les tentatives de division et tous les obstacles,

Fidèles au combat et aux sacrifices du peuple yéménite qui tout au long de son histoire a lutté contre le régime de la monarchie imamite au nord de la patrie et contre l'occupation colonialiste au sud,

Dans le désir de renforcer le combat patriotique progressiste,

Affirmant que l'unité du Yémen est une base qui permet la construction d'une société moderne garantissant les libertés démocratiques à toutes les forces patriotiques opposées au colonialisme et au sionisme,

Affirmant que l'unité du Yémen est la base qui permet de construire une économie nationale indépendante, garante et bouclier de l'indépendance et de la souveraineté du Yémen contre toute ingérence ou aggression extérieure,

Affirmant que l'unité complète du Yémen, relevant de la souveraineté imprescriptible, a pour objet le développement et l'épanouissement du peuple yéménite,

Confiants que l'unité du Yémen, espoir de tout Yéménite d'où qu'il qu'il vienne, est de surcroît essentielle à la consolidation des bases de l'indépendance politique et d'une économie nationale indépendante, en même temps qu'elle constitue une necessité patriotique en permettant au Yémen de participer à la lutte que mène le peuple arabe contre l'alliance impérialo-sioniste; elle constitue également un pas important vers la réalisation de l'unité nationale du peuple arabe tout entier,

En réponse aux efforts fraternels entrepris par le comité arabe de conciliation institué par la résolution 2 961 en date du 13 octobre 1972 du Conseil de la Ligue des Etats arabes en vue de régler le conflit opposant les deux parties du Yémen; ces efforts témoignent de l'intérêt porté par la nation arabe pour la cause du peuple yéménite et son avenir;

En conformité avec l'article 9 de la Charte de la ligue des Etats arabes,

Ont décidé d'instaurer un Etat unique réunissant la partie septentrionale et la partie méridionale du Yémen selon les modalités suivantes :

ARTICLE PREMIER

L'union entre les Etats de la R.A.Y. et de la R.P.D.Y. instaure une personnalité internationale unique au lieu des deux personnalités internationales distinctes précédentes, et un Etat yéménite unique.

ARTICLE 2

Le nouvel Etat possède :

a) un emblème national unique, une devise unique,
b) une capitale unique,
c) un chef d'Etat unique,
d) des instances législatives, exécutives et judiciaires uniques
e) une armée nationale unique.

ARTICLE 3

Le nouvel Etat est un régime :

a) Républicain, Patriotique et Démocratique, établi sur la base d'élections libres par tout le peuple yéménite,
b) la constitution de l'unité garantit toutes les libertés personnelles, politiques et publiques des masses, ainsi que des diverses organisations nationales, professionnelles et syndicales; toutes les mesures sont prises pour assurer la jouissance de ces libertés;
c) la constitution de l'unité garantit toutes les victoires remportées par les révolutions de septembre et d'octobre.

ARTICLE 4

Afin de faire un premier pas vers l'unité, les dispositions appropriées sont prises pour assurer une rencontre au sommet des deux chefs d'Etat qui permettra d'examiner les premières mesures instituant l'unité. Cette réunion au sommet a lieu le 25 novembre 1972.

ARTICLE 5

Chaque chef d'Etat désigne un représentant personnel au comité arabe de conciliation formé le 13 septembre 1972 par la résolution 2 961 du Conseil de la Ligue Arabe.

ARTICLE 6

La réunion au sommet des deux chefs d'Etat formera des commissions techniques mixtes composées d'un nombre égal de représentants de chaque Etat et chargées d'unifier les régimes et la législation en vigueur dans les deux Etats; ces commissions doivent mener leur tâche à terme dans une période n'excédant pas un an, période qui commence avec la date de la signature du présent accord.

ARTICLE 7

Les commissions principales sont formées de personnalités à rang ministériel ou de spécialistes; elles peuvent établir des sous-commissions pour faciliter leurs travaux.

Ces commissions sont :

1) une commission institutionnelle chargée de l'établissement d'un projet de constitution,
2) une commission des affaires étrangères et de la représentation diplomatique et consulaire, chargée d'unifier les organes politiques des deux Etats et de poser les fondements de la politique du nouvel Etat unifié,
3) une commission économique et financière, chargée des problèmes économiques et des douanes, du développement économique, du régime monétaire unifié et du budget de l'Etat,
4) une commission législative et judiciaire, chargée de l'unification des lois et de jeter les bases d'un système judiciaire unique,
5) une commission des affaires culturelles et de l'information, chargée de l'éducation à tous les niveaux, de la culture et de l'information,
6) une commission des affaires militaires, chargée de la défense, des forces armées et de leur fusion,
7) une commission des affaires sanitaires, chargée de l'hygiène, des dispensaires et des problèmes liés,
8) une commission des affaires administratives et des services publics, chargée de l'organisation de l'administration locale et des services de l'Etat ainsi que de leur marche.

ARTICLE 8

Lorsque la commission constitutionnelle a terminé la mise au point du projet de constitution, le gouvernement de chaque Etat présente sa démission aux autorités compétentes selon les prescriptions constitutionnelles propres à chaque Etat.

ARTICLE 9

Un gouvernement provisoire commun est formé d'un nombre égal de représentants de chaque Etat après consultation entre les deux Etats. Ce gouvernement est chargé de présenter le projet de la nouvelle constitution à l'approbation des instances législatives de chaque Etat avant de le proposer à un référendum populaire.

ARTICLE 10

Les instances législatives de chaque Etat sont dissoute dès que la nouvelle constitution est approuvée.

ARTICLE 11

Le gouvernement provisoire présente le projet de constitution après son approbation par les instances législatives à un référendum populaire dans un délai ne dépassant pas trois mois. Ce référendum doit être organisé par le gouvernement provisoire avec la participation de la Ligue des Etats arabes.

ARTICLE 12

Le gouvernement provisoire annonce le résultat du référendum et dans l'éventualité de l'approbation par le peuple du projet de constitution, le gouvernement proclame aussitôt l'avènement du nouvel Etat.

ARTICLE 13

Un nouveau gouvernement est formé selon les dispositions de la nouvelle constitution.

ARTICLE 14

Les règles de la nouvelle constitution entrent en vigueur dès la proclamation de celle-ci.

ARTICLE 15

Suivant les recommandations du comité de conciliation et conformément aux dispositions précédentes, les deux parties décident de se soumettre entièrement à tout ce qui précède et d'appliquer toutes les décisions prises.

ARTICLE 16

Ce document a été rédigé en trois exemplaires, chaque partie possédant une copie spéciale, la troisième copie est conservée par le secrétariat général de la Ligue Arabe.

Ont signé le présent document :

—Pour la République Démocratique et Populaire du Yémen

ALI NASSER, premier ministre et ministre de la défense

ABDALLAH AL-KHAMRY, ministre de l'information

—Pour la République Arabe du Yémen

MOHSEN AL-AINI, premier ministre et ministre des affaires étrangères

AHMED JABIR AFIF, ministre de l'éducation

—Pour le comité arabe de conciliation :

Dr SALEM AL-YAFI



Bibliothèque de Sciences Po

# les atouts du yemen démocratique sur la voie de la réunification 2

*" Les révoltes paysannes ne furent pas un hasard ni un mouvement spontané. Elles constituent un processus révolutionnaire qui a prouvé qu'il est la meilleure méthode pour résoudre le problème de la terre et commencer à bâtir des rapports de production nouveaux dans les campagnes yéménites. L'Organisation Politique du Front National n'aurait pas adopté et dirigé un tel processus si elle n'avait pas été convaincue de la justesse de cette expérience. Il était clair pour elle que le féodalisme, avec tout ce qu'il possédait comme ascendant politique et autorité, ne pourrait être vaincu par le moyen des lois et des décrets émanant de l'Etat.*

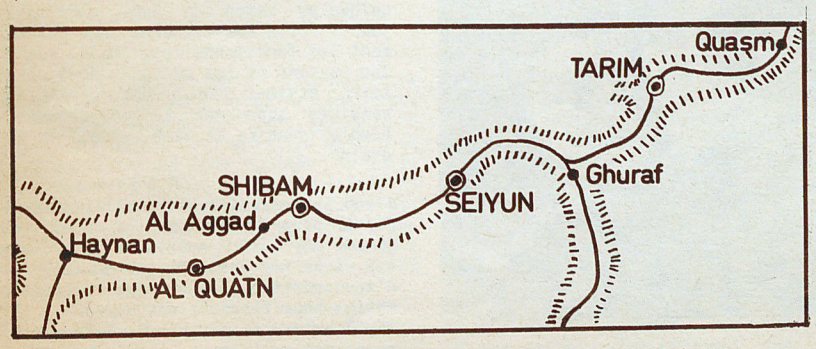
*" La coexistence pacifique entre paysans pauvres et ouvriers agricoles d'une part et le féodalisme d'autre part est historiquement impossible.*

*" L'éclatement des contradictions de classe et la victoire finale des forces opprimées et exploitées fut l'unique solution pour résoudre les contradictions entre les forces exploitatrices et les masses exploitées. Les révoltes des paysans pauvres et des pêcheurs menées par l'Organisation Politique constituent la forme la plus élevée pour résoudre ce conflit. L'Organisation Politique soutenait les révoltes en tant qu'organisation, mais elle les soutenait aussi en tant que gouvernement. De surcroît ce sont ses propres cadres qui ont dirigé tous les soulèvements ! "*

Interview d'Ali Nasser, Premier Ministre du Yémen Démocratique (Adn, septembre 1972).

Le 15 juillet, à TARIM...

Au milieu du désert serpente le "Ouadi Hadramaout" : une large vallée cultivée entre des falaises abruptes. D'ouest en est, quatre villes : Al-Quatn, la plus petite, où se trouvaient les plus grandes propriétés; Shibam, dont les gratte-ciel séculaires en boue séchée font l'admiration des architectes modernes; Seiyun, la plus importante où se dressent de majestueux palais dont celui de l'ancien sultan et Tarim, ville aux 360 mosquées. A Seiyun, la résidence du conseiller britannique de l'ex-sultan a été aménagée en maison d'hôte. Nous y avons rencontré des combattants du front de libération d'un pays voisin, un fonctionnaire du ministère de la santé en visite à l'hôpital de la ville (1) et, signe des temps, des cadres palestiniens venus participer à différents travaux d'intérêt public, notamment à la construction de la nouvelle ferme d'Etat de Ghuraf. A la banque locale, le directeur nous a présenté sa nouvelle secrétaire. " La première de toute la province! " explique-t-il fièrement. Selon leur accord, il va la chercher et la raccompagne tous les jours, drapée et voilée de noir, dans la Land-Rover de fonction. Les évènements se sont succédés à un rythme rapide depuis décembre 1971 date à laquelle le président du Conseil Présidentiel, Salim Robaya, et le secrétaire général du Front National, Abdel Fattah, sont venus "mettre de l'ordre" dans la section locale du Front, dans l'administration et dans la police dont tous les membres étaient restés en place après juin 1969. Ceux-ci s'opposaient à toute forme d'action de masse, traquant les éléments les plus progressistes qui voulaient suivre l'exemple des autres provinces. Ils prétendaient que les paysans étaient bien trop attachés au système politique, économique et religieux traditionnel pour accepter de s'engager dans un processus " révisionniste et trotskyste ". En outre beaucoup dans ce débat sentaient leurs propres intérêts menacés. La mise à l'écart des éléments de droite permit aux membres "subversifs" du Front de sortir de la demi-clandestinité dans laquelle ils avaient depuis plusieurs mois déjà déployé une intense activité. Par l'intermédiaire des cantonniers ils avaient établi leurs premiers contacts auprès des jeunes paysans de certains villages de la région de Tarim. Cela n'avait pas été sans difficulté; il avait fallu dès le départ combattre toutes les craintes, toutes les réticences d'ordre religieux : la propriété est sacrée selon la loi islamique, en outre les féodaux étaient souvent des " seiyeds " —leur descendance supposée du prophète les auréolait d'un prestige et d'une autorité mystiques tout particuliers. Dans un premier temps les militants du Front National aidèrent les paysans à recenser toutes les terres et toutes les maisons, tous les tracteurs et toutes les pompes d'irrigation de la région, en général tous les biens des grands propriétaires afin de bien mettre en relief les richesses considérables de la majorité d'entre eux. Simultanément les contrats coutumiers imposés aux paysans furent étudiés dans le détail et leur nature spoliatrice mise en lumière. La réalité —les paysans ne touchaient la plupart du temps pas plus de 10% de leur récolte— se cachait sous une complexité trompeuse. A cela s'ajoutait le remboursement des emprunts que beaucoup contractaient inévitablement. Bien que la pratique du prêt à intérêt soit formellement prohibée par la religion, les prêteurs locaux tournaient la difficulté en ne mentionnant pas la retenue d'intérêts dans les contrats qui devenaient ainsi de simples reconnaissances de dettes. Le paysan qui s'endettait le faisait souvent en hypothéquant sa maison. Il devait alors payer un "loyer" qui atteignait souvent le double des intérêts proprement dits. Les taux réels pratiqués, souvent supérieurs à 20%, relevaient donc de l'usure.




De HAYNAN à AL-AGGAD et de TARIM à QASM, le soulèvement du 15 juillet

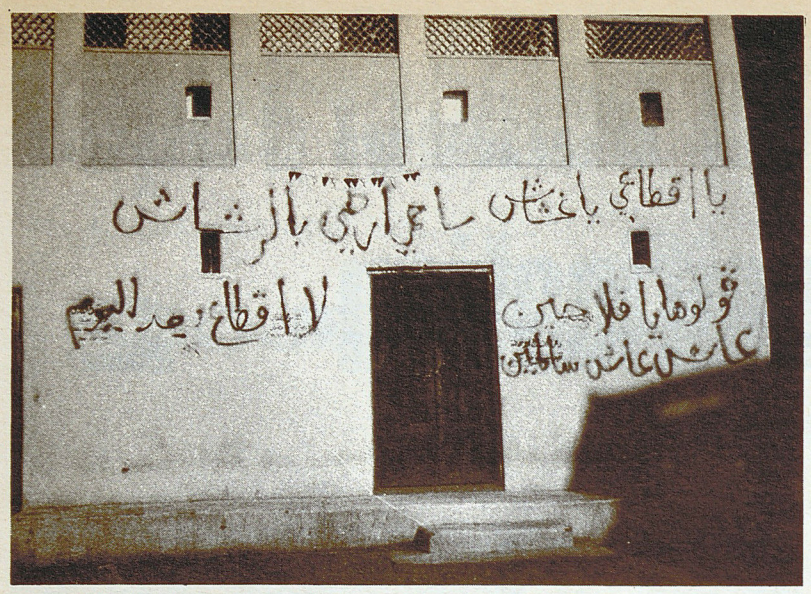
L'action des militants du Front, qui dès décembre 1971 avait pu s'intensifier, se porta en mars 72 sur Al-Quatn. A la préparation politique —des réunions régulières étaient tenues avec les paysans— s'ajouta une preparation militaire active, dispensée par des instructeurs de l'armée, de la police et du F.N., aux éléments les plus avancés regroupés dans les milices paysannes appelées à devenir le fer de lance des futurs soulèvements. Les grands propriétaires, que toute cette activité et les distributions massives d'armes aux masses paysannes ne cessaient d'inquiéter, multiplièrent les pressions de toutes sortes. Pressions matérielles : menaces de poursuites judiciaires immédiates contre les militants endettés ou plus simplement de résiliation du contrat d'exploitation. Pressions physiques : les féodaux, traditionnellement entraînés au maniement des armes, demeuraient les mieux équipés. Pressions morales qui mettaient en avant les facteurs religieux ou prédisaient aux paysans qu'une fois armés ils seraient envoyés sur les frontières par le gouvernement. Certains féodaux se faisaient même parfois étrangement conciliants : un paysan nous raconte que convié pour la première fois à dîner par son propriétaire, un soir où devait se tenir un meeting politique, il avait refusé... jugeant l'attention cousue de fil blanc. Et il ajoute : "Il m'a invité parcequ'il me craignait. C'est une preuve de plus que nous étions sur la bonne voie".

Dès juin 1971, plusieurs dizaines de paysans de Tarim s'étaient entassés dans des Land-Rover et avaient fait le voyage de Zinjibar, dans la 3ème province, d'où ils avaient visité les coopératives créées dans la région à la suite des intifa'thas de 70. Depuis, d'autres délégations avaient été envoyées, notamment dans la deuxième province, et certains jeunes paysans avaient même eu l'occasion de se rendre en Chine y suivre des stages politiques et techniques de trois mois. Peu à peu, dans toute la région, la prise de conscience des masses renversait le rapport de forces. Dès le mois d'avril, après les moissons, les paysans de Tarim avaient refusé de verser aux propriétaires terriens les redevances habituelles. Chacun sentait approcher le grand jour, chacun s'y préparait de plus en plus.

Le 8 juillet, le comité politique régional jugea que toutes les conditions étaient réunies pour passer à l'action. La date du soulèvement fut fixée au 15 juillet. Les jours précédents les militants dressèrent la liste des éléments réactionnaires les plus dangereux qu'il faudrait maîtriser en priorité ! Le 13 juillet, les membres des comités paysans élus de Tarim allèrent annoncer la nouvelle dans les villages. Dans la nuit du 14 au 15 les milices paysannes, auxquelles s'étaient joints des paysans non organisés, arrêtèrent les gros propriétaires fonciers, après avoir assuré leur propre sécurité en plaçant aux points stratégiques des groupes armés de mortiers. Les arrestations, opérées par surprise, ne suscitèrent aucune résistance. Le soulèvement avait été préparé dans le plus grand secret et la veille les membres des milices paysannes travaillaient encore sur les terres de "leur propriétaire". Si à Tarim le soulèvement fut exemplaire et recueillit l'approbation de la très grande majorité, ce fut pour beaucoup parce que l'agitation politique avait commencé une année plus tôt. A Al-Quatn les conditions étaient différentes : d'une part les propriétaires fonciers étaient plus riches et plus puissants —certains possédaient plusieurs centaines d'hectares— d'autre part la mobilisation populaire n'avait duré que quatre mois. Aussi les milices paysannes passèrent-elles seules à l'action le 14 au soir. La surprise fut totale, comme à Tarim. C'est tout juste si certains féodaux avaient remarqué la veille une certaine agitation, qu'ils avaient attribuée à la préparation de la venue d'un cadre d'Aden. Dans la nuit 61 propriétaires furent arrêtés et une importante quantité d'armes saisie. L'armée et la police ne jou-



Bibliothèque de Sciences Po



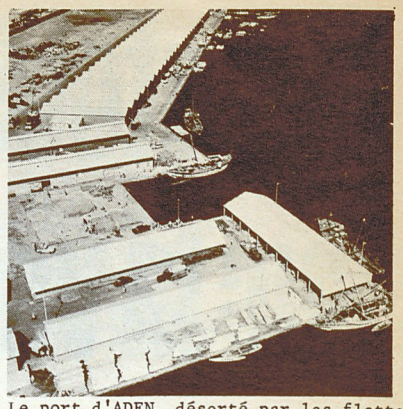
A AL-QUATN, la maison d'un féodal arrêté le 15 juillet : " Plus de féodalisme à partir d'aujourd'hui ! "

èrent aucun rôle, sinon de participer les jours suivants aux manifestations de soutien... Quand on interroge cet ancien esclave africain sur la part qu'il a prise au soulèvement, il sourit et répond : " J'avais mon fusil depuis trois mois et cette nuit la j'ai protégé les tracteurs". Un autre paysan explique : " On frappait à la porte des propriétaires, ils ouvraient, on les arrêtait. Notre groupe en a arrêté dix ". Dès l'aube, le 15 juillet, de vastes manifestations éclatèrent dans toute la région, annonçant "la prise de possession des terres, la fin de l'oppression féodale et l'avènement du pouvoir des paysans pauvres". Des milliers de familles bénéficiaient des confiscations qui avaient frappé 349 gros propriétaires. Les petits propriétaires, dont certains ne possédaient que quelques dizaines d'ares, conservaient le droit d'exploiter eux-mêmes leur champ, mais toutes les terres récupérées —plus de la moitié des terres irriguées du ouadi Hadramaout— étaient désormais gérées collectivement. A Tarim une coopérative était créée, quatre à Al-Quatn. Les paysans s'associaient à trois ou quatre et formaient avec leur famille des unités de production qui chacune exploitait les champs irrigués par une pompe. Les coopératives qui s'occupent de la commercialisation de la production, de la gestion des moyens mécaniques et qui dispensent une aide technique aux paysans retiendront désormais 5% du produit des récoltes. L'Etat, qui fournit du matériel —les paysans nous ont montré fièrement les tracteurs et les excavateurs flambant neuf qu'ils venaient de recevoir— prélève 15%. Tous les autres frais s'élèvent à environ 40% du revenu total. Ainsi, de 10 à 20 pour cent antérieurement, les paysans conservent maintenant 40% de leur récolte, chiffre qu'ils espèrent porter rapidement à 50%, "en améliorant la répartition des dépenses". Les efforts de chacun se portent maintenant sur de nouveaux objectifs : renforcer la mobilisation et l'armement des masses pour faire face à la situation politico-militaire, à la remise en cause par la réaction de l'accord d'unité et pour améliorer la situation économique très difficile en augmentant la production, poursuivre l'alphabétisation et l'émancipation des femmes dont les salaires ont déjà presque triplé et enfin mettre en valeur de nouvelles terres en créant des fermes d'Etat employant des salariés et en persuadant les bédouins des nombreuses tribus de la région de se convertir en paysans et de s'intégrer au nouveau système productif. Déjà pendant notre visite la délégation d'une tribu nomade est venue reconnaître ses futures terres. A la fin du mois d'août s'est tenue à Ghuraf la première conférence nomade qui a élaboré une charte comportant d'importantes résolutions pratiques, juridiques et politiques. Quant aux propriétaires arrêtés, certains vont être traduits en justice, d'autres —les moins dangereux— sont déjà "rééduqués" par les paysans qui veulent les faire rentrer dans le circuit productif. Certains ont déjà adhéré aux nouvelles coopératives. A Seiyun et à Shibam, dernières forteresses de la réaction, les grands propriétaires sont maintenant pris en tenaille. Les paysans des régions soulevées participent aux meetings locaux et si certains réactionnaires complotent et reçoivent de l'argent et des nouvelles armes d'Arabie Séoudite par l'intermédiaire de certaines tribus, il semble que tout soit à peu près joué. La visite, du 23 au 26 juillet, du président —"Salmin" comme tous l'appellent familièrement— a contribué à renforcer chez les paysans le " sens des responsabilités " : la prise de conscience de classe est complète, ils savent qu'ils représentent le soutien principal du régime en place à Aden. Pour l'heure, la tendance est donc à l'accélération des évènements; à Seiyun et à Shibam 3000 familles "attendent" d'occuper 6000 hectares. Cela ne saurait tarder, si ce n'est déjà fait...!

## DES DIFFICULTES ECONOMIQUES CONSIDERABLES

Avant l'indépendance, Aden était un des carrefours mondiaux de la vente hors-taxes. Depuis la fermeture du canal de Suez le nombre des passagers en transit a énormément diminué. C'est, pour les divers commerçants en montres, appareils photographiques et transistors japonais, le "marasme". En les interrogeant on n'obtient que des considérations pessimistes sur la situation économique : "Ici maintenant tout le monde il est rouge, qu'est ce que tu veux qu'il achète!?" nous dit un marchand. Ou encore " Ici la situation se détériore. Au Nord (Yémen) tout va en s'améliorant : on construit, le pays se développe... ".

Ces opinions sont en fait celles d'un groupe social. Ce que tente actuellement le gouvernement révolutionnaire, c'est de reconvertir l'économie de services qu'avaient créée les Anglais et qui depuis 1967 ne pouvait que totalement péricliter en une économie productive, reposant principalement, dans un premier temps, sur le secteur agricole. C'est sur ce terrain qu'il entend mener la bataille décisive et c'est sans doute ainsi que le pays pourra surmonter la grave crise économique qu'il traverse. Car si les marchands d'Aden tournent leurs regards admirateurs vers le Nord-Yémen, c'est qu'il s'y développe maintenant un phénomène comparable à celui qui avait fait d'Aden une place d'échanges hors-taxes, commerciaux et touristiques. On construit autant au Nord qu'à Aden il y a une dizaine d'années, mais les capitaux qui financent l'essor immobilier et l'installation d ' une infrastructure commerciale n'appartiennent pas seulement à des émigrés de retour au pays : ils sont en majorité étrangers. Ainsi sous une apparence d'épanouissement économique, le Nord est-il en



Le port d'ADEN, déserté par les flottes occidentales !

train de recréer une situation qui avait été imposée au Sud pendant l'ère coloniale. Si l'on est conscient que l'indépendance nationale de ces deux pays ne peut reposer que sur une économie indépendante donc productive —et non sur une économie de services, on est forcé de constater que le Nord risque, pour obtenir un bénéfice apparent immédiat, d'hypothéquer son avenir économique dans de fausses solutions auxquelles il est très difficile de remédier, comme on a pu le constater au Yémen Démocratique. Il n'en reste pas moins qu'une partie des difficultés économiques actuelles est justement due au départ vers le Nord et à un degré moindre vers tous les pays de la région d'un très grand nombre de cadres —éléments de droite, anciens militants du FLOSY luttant pour renverser le régime progressiste d'Aden et opportunistes attirés par les primes et les salaires élevés offerts aux immigrés par le lobby réactionnaire installé à Sanaa et à Taez, activement soutenu par tous les régimes de la péninsule. Les salaires des fonctionnaires —aujourd'hui encore deux fois plus élevés qu'en Egypte (2), ont été diminués à plusieurs reprises depuis l'indépendance. Peu avant leur départ en effet, les Anglais avaient -en guise de cadeau d'adieu— augmenté tous les traitements publics, ce qui ne pouvait manquer de saper les finances du nouvel état. La dernière diminution date d'août 1972. Elle a frappé les fonctionnaires, mais aussi les ouvriers et les employés du secteur nationalisé. Les dirigeants politiques ont essayé de transformer en une vaste initiative de masses une mesure très dure mais économiquement d'absolue necessité. Ils y ont dans l'ensemble réussi.

Les choses se sont passées selon un scénario bien " réglé " : dans un premier temps les membres du Front National ont décidé de baisser leurs propres salaires. Le lendemain dès l'aube des manifestations ininterrompues réclamaient que cette mesure soit généralisée. Ce qui fut fait deux jours plus tard, sauf pour certaines catégories : ingénieurs, techniciens et docteurs. Ces catégories à leur tour manifestèrent pendant vingt quatre heures : elles ne voulaient pas "rester en marge de l'effort national". Le 3 août les diminutions de salaires étaient étendues à tous. Sur cet élan et pendant deux autres jours de nouvelles manifestations étaient organisées, réclamant la nationalisation des habitations. Le samedi 5 le premier ministre, Ali Nasser, annonçait la promulgation d'une loi décrétant la nationalisation de toutes les maisons non habitées par leur propriétaire. Simultanément les loyers étaient baissés et des comités de quartiers étaient créés pour gérer les immeubles. Le lendemain un meeting monstre clôturait la fête. Le président, Salmin, déclarait : "Les initiatives et le contrôle des masses contribuent activement à réaliser les aspirations des populations laborieuses". L'agitation avait —phénomène unique au Yémen du Sud— duré sept jours. Elle avait touché non seulement les fonctionnaires, mais aussi les paysans et les pêcheurs dont certains étaient venus des provinces voisines supporter le gouvernement révolutionnaire et même..."veiller au grain".

F I N

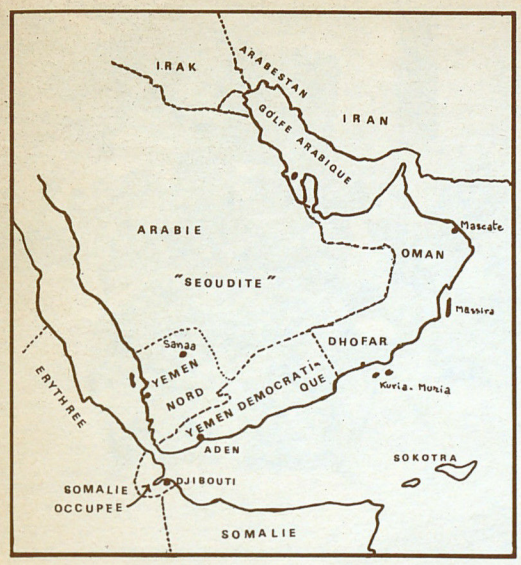
1) Où les médecins chinois, installés depuis plus de deux ans, ont acquis une grande popularité auprès des paysans qui, très impressionés par les méthodes d'acupuncture, se pressent tous les matins pour recevoir des soins.

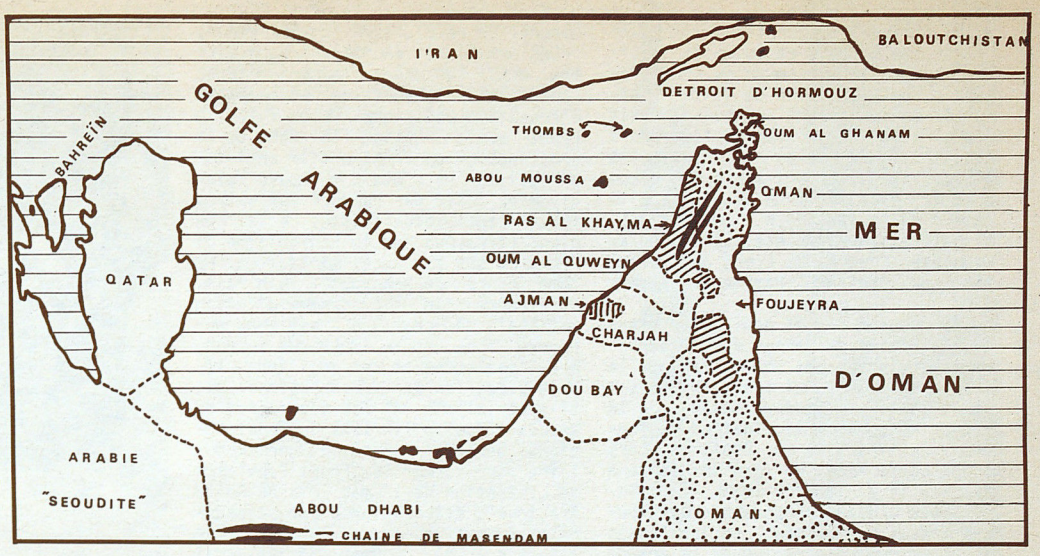
2) Où existent par contre de nombreux avantages sociaux.

" SALMIN " : " Les femmes doivent jetter leur voile ".



Bibliothèque de Sciences Po




# golfe : la revolution dans une nouvelle phase

Qabous a déjà perdu son pari...

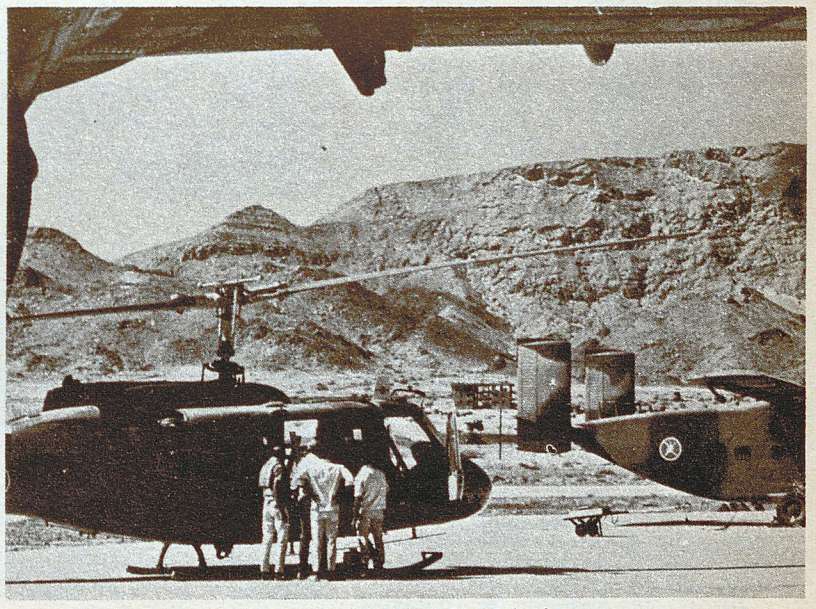
La stratégie de l ' impérialisme britannique dans le Golfe est tout entière déterminée par la volonté d ' éviter à tout prix la naissance d'un " second Aden " dans le Golfe c'est-à-dire une lutte populaire armée contre la présence militaire directe du colonialisme britannique qui, en se prolongeant, est amenée à se radicaliser et à mettre en échec tout projet néo-colonialiste.

Dans cette perspective, la politique de la Grande Bretagne dans la région du Golfe s'est manifestée dans deux directions principales :

1°— regroupement des Emirats du Golfe (Bahreïn-Qatar et les 7 émirats de la "Côte des Pirates") en une entité politique unifiée, avec laquelle pourrait être conclu un traité d'alliance préservant l'essentiel des intérêts britanniques, comme cela a eu lieu lors du processus qui a abouti à l'indépendance formelle de l'Irak, de l'Egypte, de la Jordanie puis du Koweït mais a échoué au Sud-Yémen.

2°— modernisation superficielle du Sultanat de Mascate et d'Oman, théoriquement indépendant, pour tenter de lui donner une apparence "nationale" et satisfaire les intérêts d'une bourgeoisie commerciale en plein développement; répression accrue contre la révolution armée au Dhofar, province méridionale du sultanat contigue au Sud-Yémen.

Ainsi s'explique sans aucun doute le coup d'Etat du 23 juin 1970, organisé par les services britanniques en Oman, et qui a abouti à l'élimination de Saïd Ben Taymour, personnage falot qui régnait depuis 1932 avec des méthodes incroyablement arriérées, et son remplacement par son fils Qabous, ancien élève de l'académie militaire anglaise de Sandhurst. Les Travaillistes s'étaient désespérément accrochés à la fiction de l'indépendance du Sultanat de Mascate et Oman, indépendance à laquelle la Grande Bretagne seule faisait semblant de croire, dans un pays où les postes des affaires étrangères et de la défense sont détenus par des fonctionnaires anglais, tout en cautionnant les méthodes du colonialisme traditionnel (bombardement au Dhofar des villages et des puits). Par ailleurs, dans la région du Golfe, ils avaient lancé dès 1968 les projets néo-colonialistes de "Fédération des Emirats du Golfe Arabique", après l'échec retentissant de la "Fédération de l'Arabie du Sud", renversée par la lutte armée victorieuse du Front National de Libération du Sud- Yémen. Au contraire les Conservateurs, dès leur arrivée au pouvoir 5juin 1970), jugèrent que le moment était venu de lâcher le régime esclavagiste de Saïd Ben Taymour qui se refusait à mettre sur pied l'administration indispensable au bon fonctionnement de l'exploitation pétrolière, détenue par la toute puissante Compagnie Shell, tout en étant au début réticents à endosser les promesses travaillistes d'évacuer militairement le Golfe avant la fin de l'année 1971. Par ailleurs l'ouverture d'un deuxième front de lutte armée en Oman intérieur (Djebel Akhdar), le 12 juin 1970, sous la direction du



... malgré l'aide de l'impérialisme.
( l'aéroport de MASCATE)

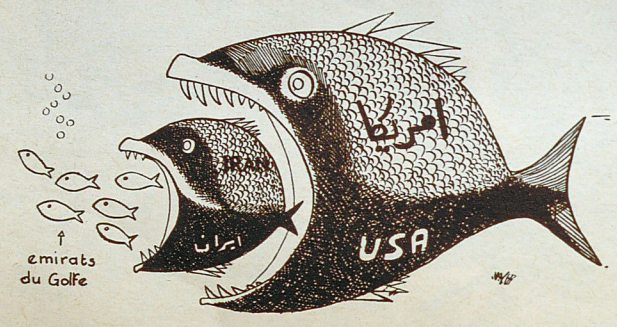


Bibliothèque de Sciences Po

Front National Démocratique de Libération de l'Oman et du Golfe Arabique, organisation sœur du Front Populaire de Libération du Golfe Arabique occupé, opérant au Dhofar, avait fait l'effet d'un coup de tonnerre à Mascate et effraya au plus haut point les colonialistes britanniques parce qu'elle signifiait un début d'application de la stratégie offensive, globale et enveloppante, élaborée au deuxième Congrès du Front de Libération du Dhofar ( Hamrîn —septembre 1968 ).

Après deux ans et demi d'existence, le régime de Qabous est-il parvenu à atteindre les objectifs que la Grande Bretagne lui avait assignés : stabilisation et modernisation de la région et surtout liquidation du foyer de lutte armée au Dhofar ? Lors d'une conférence de presse tenue à Mascate le 23 janvier 1973, le colonel Hugh Oldman, responsable des forces armées du Sultan, reconnaissait lui même que non seulement la Grande Bretagne n'était pas parvenue à stopper les activités militaires du Front Populaire de Libération du Golfe au Dhofar mais que celui-ci se manifestait maintenant quotidiennement dans la vie politique du reste de l'Oman et même des émirats du Golfe : grèves récentes à Bahreïn, grève insurrectionnelle de Matrah et Mascate en septembre 1971, manifestations début décembre 1972 dans l'Emirat de Ras al-Khayma contre l'occupation iranienne des îlots arabes à l'entrée du Golfe, découverte de cellules du Front à Mascate, guérilla larvée dans la chaîne de Masendam, à cheval entre Ras al-Khayma et la pointe extrême de l'Oman. Les moyens n'ont pourtant pas manqué depuis l'arrivée de Qabous au pouvoir : augmentation des dépenses militaires jusqu'à atteindre plus de la moitié du budget total du sultanat, fourniture à l'aviation omanaise de 12 Strikemasters BAC 167 (avions à réaction pouvant transporter deux bombes de 500 livres), de 8 hélicoptères Agusta Bell 205 ( utilisés par les Américains au Viet-Nam ) et de 9 Skyvan 3M pour le transport, augmentation des membres des forces armées du sultanat de 3000 à 10000, recrutement de 300 officiers britanniques et collaboration d'officiers jordaniens, iraniens et pakistanais aux services de renseignements et de répression politique, intervention des S.A.S. (services aériens spéciaux) spécialisés dans la contre insurrection et déjà utilisés en Malaisie en 1950, au Yémen et en Oman en 1957, opération "Jaguar" d'octobre à décembre 1971 avec débarquement pour la première fois de troupes aéroportées, renforcement des bases militaires de Massîra, Ras al-Hadd et Salâla, plan de regroupement des populations dans la plaine côtière de Salâla, bombardement des villages frontaliers sud-yéménites.

De son côté, le Front Populaire de Libération du Golfe a répondu aux initiatives de l'ennemi par un accroissement constant de ses activités militaires, politiques et diplomatiques. Jusqu'en 1968, le Front avait mobilisé toutes ses énergies pour arracher la direction du mouvement de libération à la petite bourgeoisie représentée par l'ancienne direction du Front de Libération du Dhofar, éliminée à Hamrîn, et populariser par un travail de masses intensif la ligne révolutionnaire marxiste-léniniste : explicitation des relations entre le foyer révolutionnaire du Dhofar et le mouvement de libération arabe dans le Golfe, lutte contre l'idéologie nassérienne et les tendances régionalistes, adoption du concept de révolution ininterrompue, transformations sociales progressistes dans les zones libérées, lutte contre l'analphabétisme et campagne d'éducation politique. De ce fait, le Front avait négligé la tâche de la construction du front unifié anti-impérialiste et s'était retrouvé relativement isolé par rapport aux autres forces anti-colonialistes de la région, effrayées par le radicalisme du Front et ses tendances maoïsantes. Le 3ème Congrès de Rakhyout ( juin 71 ), en élaborant un " programme d'action nationale démocratique " est venu répondre à ce besoin impérieux de rompre l'isolement et ses décisions visant à édifier un front national anti-impérialiste ont été couronnées de succès : fusion fin 1971 du Front National Démocratique et du Front Populaire pour former le "Front Populaire de Libération de l'Oman et du Golfe Arabique", élaboration d'une stucture de coordination avec le Parti de l'Action Arabe en Oman (Hizb al-amal al-arabi fî Omân), participation aux activités de soutien à la Résistance palestinienne ( Conférence Populaire Arabe de Beyrouth en novembre 1972 ), création de comités de soutien à Koweit et au Liban. Sur le plan international enfin, les relations se sont consolidées avec les autres mouvements de libération d'Afrique ( Erythrée, Guinée-Bissau ) et d'Asie (visite d'une délégation du Front National de Libération du Sud-Vietnam dans les régions libérées du Dhofar en septembre 1972) et les pays amis comme la Chine Populaire, Cuba, l'Albanie, la République Démocratique du Vietnam, la République Populaire de Corée et l'U.R.S.S..



(extrait de «Talia», BP 1082, KOWEIT)

Dans la région des émirats, la Grande Bretagne n'est pas davantage parvenue à stabiliser la situation au profit des forces réactionnaires. La " Fédération des Emirats du Golfe arabique ", dont la Charte avait été signée le 27 février 1968 entre les représentants de Qatar, de Bahreïn et des 7 émirats de la "Côte des Pirates" ou "Côte de la Trêve" (Trucial Oman) n'a finalement pas vu le jour parce que Bahreïn, fort de ses 200 000 habitants, demandait une représentation proportionnelle à sa population dans les organismes de la fédération, ce que les autres émirats, moins peuplés et craignant l'influence de l'intelligentsia progressiste de Bahreïn, n'étaient pas disposés à accepter. Par ailleurs l'Iran avait fait savoir qu'il ne renoncerait à ses revendications traditionnelles sur Bahreïn qu'à la condition expresse que Bahreïn se tienne à l'écart de la Fédération. Finalement Bahreïn a proclamé unilatéralement son indépendance le 14 août 1971 et Qatar le 1er septembre 1971; lors de l'entrée de ces deux émirats à la Ligue Arabe puis à l'ONU, le Yémen Démocratique fut le seul Etat du monde à dénoncer le caractère factice de cette indépendance et à s'opposer à l'entrée des deux Etats à l'organisation internationale. Les 7 émirats de "Trucial Oman" c'est-à-dire Abou Dhabi, Dubay, Ras al-Khayma, Charjah, Ajman, Foujeyra et Oumm al-Quweyn s'unissaient le 18 juillet 1971 pour former une petite fédération : la "Fédération des Emirats arabes unis", qui elle-même accédait à l'indépendance le 2 décembre 1971. Un grave problème a hypothéqué dès le départ l'avenir de la Fédération des Emirats arabes unis à savoir la politique expansionniste et annexionniste de l'Iran dans le Golfe arabique : le 30 novembre 1971, soit deux jours avant la proclamation de l'indépendance, le régime du shah, en plein accord avec la Grande Bretagne, faisait occuper par sa marine de guerre les deux îlots arabes de la grande Thomb et de la petite Thomb, qui appartiennent à Ras al-Khayma, et l'île d'Abou Moussa, qui appartient à Charjah, d'un grand intérêt stratégique parce qu'ils se trouvent à l'entrée du Golfe arabique (détroit d'Hormouz). Des manifestations populaires violentes éclataient aussitôt à Koweit et à Ras al-Khayma pour exiger une riposte à l'agression iranienne et la rupture des relations diplomatiques avec l'Iran. Des révolutions de palais, analogues à celle de Mascate se déroulaient quelques mois plus tard avec la complicité des services spéciaux britanniques : renversement à Qatar le 22 février 1972 de l'émir Ahmed Ben Ali al-Thani par son cousin cheikh Khalifa Ben Hamad al-Thani, assassinat à Charjah le 25 janvier 1972 du cheikh Khaled Ben Mohammed al-Qassemi par son cousin Saqr Ben Sultan al-Qassemi, lui même déposé par les Anglais en 1965. Le coup d'état, appuyé par la Lybie et l'Irak, devait avorter à la suite de l'intervention des troupes armées de la Fédération.

L'Iran n'a jamais caché son intention de succéder à la Grande Bretagne dans le Golfe arabique pour " assurer l'ordre et la stabilité dans la région " c'est-à-dire réprimer le mouvement de libération arabe et les mouvements progressistes iraniens. Dans cette perspective, le gouvernement du shah a renforcé méthodiquement depuis des années sa flotte militaire et les bases américaines du Khuzestan (Arabestan), province arabe incluse dans l'empire iranien au début de ce siècle, portant le nombre des membres des forces armées à 160 000 hommes. Par ailleurs une intense émigration iranienne, clandes-

Lier l'étude à la pratique...

Manifestation à RAS AL-KHAYMA, pour protester contre l'occupation par l'Iran des îles arabes.



Bibliothèque de Sciences Po

tine ou officielle, était encouragée à destination des émirats, afin d'y créer une base de peuplement, prétexte à d'ultérieures revendications annexionnistes et gêner le mouvement de libération arabe en créant des antagonismes nationaux entre arabes et iraniens. Dans l'émirat de Dubay, par exemple, la population iranienne dépasse aujourd'hui 50% des habitants et les services de sécurité et d'émigration sont controlés par les grands commerçants iraniens, liés au régime du shah et à ses réseaux d'espionnage dans le Golfe. La situation est si cruciale que certains mouvements progressistes arabes comme l'Union nationale des étudiants du Koweit n'hésitent pas à parler d'une "deuxième Palestine " dans le Golfe, comparant l'émigration juive en Palestine à l'émigration iranienne dans les émirats qui, jusqu'à maintenant, s'est faite à l'ombre des protectorats britanniques. Il importe par ailleurs de remarquer que le Front Populaire de Libération du Golfe Arabique, s'il s'oppose énergiquement à toute cession de territoire arabe à l'Iran (comme Abou Moussa et les deux Thombs) et dénonce l'impuissance flagrante des régimes arabes devant la politique annexionniste et expansionniste de l'Iran dans le Golfe, reconnaît cependant aux travailleurs iraniens venus dans les émirats le droit d'y vivre en tant que minorité nationale émigrée et s'oppose à toute propagande chauvine du type de celle du Baas irakien, qui a récemment expulsé toute la communauté iranienne vivant dans le sud de l'Irak et n'a jamais accordé le moindre appui matériel à la révolution du Dhofar. De même, sur la question de l'Arabestan, le Front Populaire de Libération du Golfe soutient la lutte légitime de la minorité arabe en Iran pour ses droits culturels, nationaux et démocratiques, mais estime que cette question entre dans le cadre plus général de la question des nationalités en Iran (Kurdistan, Baloutchistan, Azerbaïdjan) et peut être résolue par l'instauration en Iran d'un régime progressiste et fédéral. De leur côté les mouvements révolutionnaires iraniens comme l'Organisation marxiste-léniniste iranienne (Toufan) et l'Organisation révolutionnaire du parti Toudeh (l'étoile rouge — Setâré - yé sorkh) soutiennent totalement la révolution populaire armée du Golfe et la popularisent dans leurs bulletins clandestins, reconnaissent pleinement la réalité multi-nationale de l'empire iranien et dénoncent simultanément la politique expansionniste du shah dans le Golfe et la politique chauvine et démagogique du Baas irakien, au contraire des nationalistes bourgeois du Front National de Mossaddeq, qui n'ont jamais condamné publiquement les revendications annexionnistes de l'Iran sur Bahreïn. Récemment, en décembre 1972, après un accord secret conclu avec le sultan Qabous, le shah a fait occuper par sa marine toute la presqu'île d'Oumm al-Ghanam, qui fait partie du territoire du sultanat de Mascate et d'Oman et contrôle le détroit d'Hormouz. Le régime de Mascate s'étant avéré incapable de liquider les noyaux de résistance armée animés par le mouvement révolutionnaire populaire d'Oman et du Golfe arabique qui existent depuis 1970 dans la chaîne montagneuse inaccessible de Masendam, à cheval entre l'émirat de Ras al-Khayma et la pointe extrême d'Oman, cette tâche a été confiée à l'armée iranienne, qui recrute par ailleurs des mercenaires au Baloutchistan iranien et envoie à Salâla des officiers spécialisés dans la contre-guérilla. Le shah avait proclamé qu'il ne permettrait jamais aux révolutionnaires arabes ou iraniens de contrôler le détroit d'Hormouz, par lequel passe un pétrolier toutes les 12 minutes !

A mesure que le mouvement révolutionnaire s'étend dans la zone des émirats, il faut donc s'attendre à une intervention militaire croissante de l'Iran, les forces armées de la Fédération des Emirats ( dont certains n'ont pas 4 000 habitants comme Ajman et Foujeyra ), constituées à partir des "Trucial Oman Scouts" (T.O.S.), étant bien incapables de s'opposer aux initiatives iraniennes tandis que les régimes arabes dits progressistes ne peuvent répondre aux agressions iraniennes successives que par des protestations verbales parfaitement inefficaces ou un silence complice, lors de l'occupation de la presqu'île d'Oumm al-Ghanam. Il faut s'attendre par ailleurs à la recrudescence des attaques de l'Arabie Séoudite contre le 6ème gouvernorat ( Mahra ) de la République Démocratique et Populaire du Yémen, contigu au Dhofar, afin de couper les voies de communication entre le Dhofar et le Yémen du Sud et priver ainsi la guérilla du Dhofar de son unique base d'appui. Alors qu'une coalition gigantesque et sans précédent se resserre chaque jour autour du foyer révolutionnaire du Dhofar, coalition regroupant la Grande Bretagne, le Sultanat de Mascate, l'Arabie Séoudite, les Etats-Unis, les régimes anti-populaires des émirats et la Jordanie, il importe de remarquer que les régimes qui se prétendent anti impérialistes comme l'Irak, la Lybie et l'Egypte, non seulement continuent d'ignorer complètement la lutte héroïque des révolutionnaires du Front Populaire de Libération d'Oman et du Golfe et ne lui fournissent pas la moindre aide matérielle mais même complotent contre la révolution du Golfe arabique en aidant ouvertement ses ennemis représentés par le régime de Qabous et la Fédération des Emirats Arabes Unis. Seule la République Démocratique et Populaire du Yémen, elle même soumise aux agressions permanentes de l'Arabie Séoudite, continue, en dépit de toutes les menaces et de ses ressources limitées, à jouer le rôle d'une " Hanoï arabe " à l'égard du mouvement révolutionnaire du Dhofar. Quant aux révolutionnaires iraniens et arabes, au lieu de se quereller sur des questions sans importance (le Golfe est-il "arabique" ou "persique" ?) ils doivent répondre à la coordination remarquable des initiatives de leurs ennemis par l'élaboration d'une stratégie révolutionnaire unifiée, débarrassée de tout chauvinisme, portant la lutte armée au cœur même des bastions de l'impérialisme au Moyen-Orient c'est à dire en Arabie Séoudite, en Iran (en particulier en Arabestan, au Kurdistan et au Baloutchistan) et dans l'empire pétrolier du Golfe, qui assure 47% des besoins en pétrole de l'occident capitaliste !

**VISITE D'UNE DÉLÉGATION DU FRONT NATIONAL DE LIBÉRATION DU SUD-VIETNAM DANS LES ZONES LIBÉRÉES DU DHOFAR**

Répondant à une invitation du comité exécutif du Front Populaire de Libération d'Oman et du Golfe Arabique, une délégation du Front National de Libération du Sud-Vietnam, dirigée par les camarades Phong Gyang, membre du comité central du Front, Du Xuan Tam, membre du comité afro-asiatique sud-vietnamien, et Nguyen Dan Xa, membre du comité de rédaction de la revue " Sud-Vietnam en lutte ", a visité les régions libérées du Dhofar du 16 au 26 septembre 1972.

Le communiqué commun publié à l'issue de cette visite exprime l'appui réciproque des deux Fronts à la lutte commune contre l'impérialisme et la réaction locale : " La délégation du Front National de Libération du Sud-Vietnam salue chaleureusement les brillants succès remportés par le Front Populaire de Libération d'Oman et du Golfe Arabique dans sa lutte contre l'impérialisme anglo-américain, pour l'indépendance nationale et la démocratie, elle considère la libération du Dhofar comme une réalisation remarquable dans la voie qui mène à la libération d'Oman et du Golfe arabique de l'occupation impérialiste et réactionnaire et à la réunification de la patrie.

La délégation condamne fermement l'alliance entre l'impérialisme américain et les régimes réactionnaires d'Iran, d'Arabie séoudite et de Jordanie visant à maintenir le statu quo et la division territoriale dans la région, réprimer le mouvement révolutionnaire de masses et transformer la région en une vaste base militaire américaine et une nouvelle colonie. La délégation condamne l'intervention militaire de l'impérialisme britannique en Oman et la guerre d'extermination qu'il mène au Dhofar de même que les campagnes de répression et de terreur contre ses habitants.

La délégation soutient chaleureusement les efforts du Front Populaire de Libération d'Oman et du Golfe Arabique visant à mettre sur pied un vaste front rassemblant toutes les organisations progressistes et personnalités patriotiques d'Oman et du Golfe afin de combattre l'alliance entre les impérialistes et les réactionnaires, réaliser l'indépendance nationale et la démocratie et participer à la lutte des peuples arabes comme à ceux d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine et du monde entier."

Participez au soutien de la révolution du Golfe en aidant la population et les victimes de la repression britannique au Dhofar.
Envoyez nous de l'argent et des médicaments, nous les ferons parvenir aux équipes sanitaires du FPLOGA.

# la sainte alliance

LES MAITRES...

ET LEURS VALETS

(Nixon, Heath, Golda, le shah, Fayçal, Hussein, le cheikh de BAREIN, le cheikh Zayed d'ABOU DHABI et Qabous...)



Bibliothèque de Sciences Po

# XI CONSEIL NATIONAL PALESTINIEN :

Serrer les rangs face aux complots...

# UN PAS EN AVANT

Depuis deux ans la politique pratiquée au Proche-Orient par l'impérialisme américain se caractérise par son durcissement à l'égard du mouvement de libération nationale arabe (notamment palestinien), et cela afin d'imposer " les solutions américaines" qui peuvent être résumées ainsi:

—arracher la reconnaissance d'Israël aux Etats arabes, et l'expansion sioniste nouvelle dans les territoires occupés sous prétexte d'établir "des frontières sûres pour l'Etat d'Israël".

—conclure un arrangement avec les régimes bourgeois arabes en vue de consolider la domination et d'étendre les intérêts de l'impérialisme américain au Proche-Orient (notamment en ce qui concerne le pétrole). A ce propos, on peut remarquer que chaque fois que l'impérialisme durcit ses positions, les régimes arabes bourgeois multiplient les concessions.

—renforcer les positions des régimes arabes réactionnaires (l'Arabie Séoudite, la Jordanie, les potentats du Golfe arabe, etc...) et consolider leur influence politique et idéologique dans le monde arabe.

—isoler le mouvement de libération nationale arabe de ses amis et de ses alliés (les pays socialistes, les mouvements de libération nationale et le mouvement ouvrier dans les pays capitalistes). En fait, cette politique offensive n'est pas nouvelle; le fait nouveau, c'est que l'impérialisme américain estime qu'il est capable aujourd'hui plus que jamais d'imposer ses conditions et de faire passer ses complots.

La situation intérieure dans les régimes arabes bourgeois ainsi que la situation subjective du mouvement de libération nationale arabe encouragent l'impérialisme américain à aller jusqu'au bout dans ses plans.

Ces plans se traduisent par des attaques incessantes contre les forces révolutionnaires et nationales dans le monde arabe, en particulier en Palestine et dans la péninsule arabe. Parallèlement, l'impérialisme américain introduit de temps en temps des "projets" ou des "solutions partielles" qui constituent d'ailleurs autant de ballons d'essai visant à égarer les populations dans la tromperie et l'incertitude.

Face à ces complots, serrer les rangs des combattants et accentuer la lutte armée contre l'envahisseur sioniste, constituent la tâche principale du mouvement national. La résistance des masses arabes à la repression, à la démagogie et à l'occupation ( en Egypte, en Jordanie, dans les territoires occupés et au Maroc ) montre bien que la solidarité agissante avec la lutte du peuple palestinien s'aggrandit et qu'elle prend des formes nouvelles.

C'est dans ce contexte général que le 11° Congrès du Conseil National Palestinien s'est réuni au Caire au début du mois de janvier dernier. Comme dans les congrès précédents, la question de l'unité nationale et l'unification des organisations palestiniennes occupaient une place prépondérante dans ses travaux.

En effet, la question de l'unité de toutes les organisations palestiniennes est à l'ordre du jour de la révolution palestinienne depuis longtemps, et plus particulièrement depuis septembre 1970. Certes, avant cette date, plusieurs formes d'unification et de coordination ont eu lieu ( l'expérience du commandement de la lutte armée, celle du commandement unifié de la Résistance Palestinienne, celle du Comité Central ). Mais leur efficacité et leur portée étaient limitées, d'autant plus qu'à l'époque leur création était souvent liée à des moments graves de la conjoncture.

Actuellement, construire le Front National Uni est une des tâches primordiales de tous les révolutionnaires palestiniens. Non seulement ce Front permettra au peuple palestinien et à la Résistance de faire face aux complots que fomentent l'impérialisme, le sionisme et la réaction arabe, mais encore il constituera le cadre dans lequel les contradictions au sein du peuple palestinien seront résolues.

Tout projet d'unité nationale doit reconnaître au préalable ces contradictions (idéologiques et de classe), qui existent toujours dans l'étape de la libération nationale démocratique. Cela implique la réalisation de cette unité sur la base d'un programme politique qui serait "le dénominateur commun" de toutes les classes nationales, abordant chacune des étapes de la libération nationale. Ce qui détermine ce programme, ce sont d'une part l'intérêt suprême de la révolution et des masses palestiniennes, d'autre part l'équilibre des forces politiques au sein de la Résistance.

Après septembre 1970, on a assisté à un certain nombre de prises de position et à des pratiques concernant le problème de l'unité nationale :

—la tendance isolationniste (et de gauche) qui a renié d'un seul coup ses positions antérieures et a rejoint l'O.L.P. sans donner d'explications.

—les forces de droite de la résistance pratiquaient une ligne politique scissioniste mais surtout dangereuse puisqu'elles mettaient en cause les décisions essentielles de la révolution palestinienne (décisions arbitraires et unilatérales —comme par exemple la conférence de Djeddah- qu'ont fait avorter les masses palestiniennes et les forces révolutionnaires et progressistes au sein de la Résistance). Parallèlement à cette politique scissioniste, la droite essayait d'imposer aux autres parties sa propre conception de l'Unité Nationale par la force ou en proposant une fusion. En fait, cette pratique anti - démocratique aboutirait à la transformation des contradictions secondaires au sein du peuple en des contradictions antagonistes.

Depuis à peu près moins d'un an, les tendances isolationnistes et scissionistes ont été partiellement mises en échec. En effet, le 10 avril 1972, le Congrès Populaire Palestinien et le Congrès National Palestinien réunis au Caire, ont adopté pour la première fois un programme politique et organisationnel qui répond, dans une large mesure, aux aspirations des forces révolutionnaires, démocratiques et progressistes au sein des masses et de la Résistance Palestinienne (EL-JABHA publiera dans son prochain numéro le texte intégral du programme politique de la révolution palestinienne, qui définit nettement, entre autres, le caractère internationaliste de la lutte du peuple palestinien).

Quant au dernier Congrès National Palestinien (C.N.P.) tenu au Caire au début janvier, il constitue un pas en avant :

—sur le plan politique : le C.N.P. a adopté un programme politique clair répondant dans ses grandes lignes aux exigences de l'étape de la libération nationale démocratique. De même il a élaboré un plan d'action, inspiré du programme politique, qui affirme les principes stratégiques de la révolution, et souligne ses liens étroits avec le mouvement de libération nationale arabe et les autres mouvements de libération mondiaux; d'autre part il précise les objectifs de l'étape actuelle ainsi que les moyens de lutte en Jordanie et dans les territoires occupés. Par ailleurs, ce programme constitue une défaite totale sur le plan idéologique et politique pour les forces de droite au sein de l'O.L.P. qui exploitent les difficultés actuelles de la Résistance Palestinienne et la situation arabe pour justifier leurs thèses capitulardes et défaitistes ( elles exigent l'élimination des organisations palestiniennes de la direction de l'O.L.P. !

—sur le plan organisationnel : Pour la première fois, les rapports entre les organisations palestiniennes s'établissent sur des bases frontistes et nationales, comme il ressort de la composition du comité exécutif de l'O.L.P. bien que cette formule ne corresponde pas beaucoup à celle proposée par le programme organisationnel approuvé en avril 1972 par le Congrès, elle signifie que les conceptions et les tendances scissionistes et isolationnistes ont subi un échec et que la tendance unitaire et démocratique s'est enfin affirmée au sein de l'O.L.P.. Désormais, chaque organisation est représentée dans les syndicats et les institutions des masses selon la dimension réelle qu'elle occupe parmi ces masses.

Ce pas positif qui a été franchi après de longues années de lutte permettra d'établir des relations organisationnelles saines entre les forces de la révolution (en vue de réaliser un front national uni).

Ces acquis constituent un atout précieux au moment où l'impérialisme, le sionisme et la réaction intensifient leurs attaques contre les révolutionnaires arabes au Yémen, dans le Golfe arabe et en Palestine.

les " représailles "...



Bibliothèque de Sciences Po

# Israël: naissance d'une gauche révolutionnaire

*L'article suivant aborde uniquement la question des mouvements révolutionnaires et progressistes qui sont nés et se développent à l'intérieur même de la société israélienne et à partir de ses contradictions propres.*

*C'est pourquoi nous n'y abordons pas les activités militaires et politiques des organisations de la Résistance Palestinienne, à Gaza, en Cisjordanie, en Galilée, à Jérusalem, etc...*

LES CONTRADICTIONS DU SIONISME

La répression qui s'abat sur les militants anti-sionistes juifs et sur leurs camarades arabes en Palestine remet en lumière le rôle de la gauche révolutionnaire en Israël; il est nécessaire d'analyser cette gauche, la réalité qu'elle incarne et ses rapports avec la lutte armée palestinienne. Or, sur ce sujet, aussi bien en ce qui concerne le MATZPEN que le mouvement des Panthères Noires, les mythes fleurissent, obscurcissant les données objectives.

La gauche révolutionnaire en Israël est le produit des contradictions de l'état hébreu et ces contradictions s'expriment à différents niveaux. La principale, bien entendu, est celle qui oppose oppresseurs et opprimés. Les émigrants juifs, sous la domination et l'encadrement politique et idéologique du sionisme, ont chassé ou chassent les Palestiniens de leurs terres. En conséquence, l'ouvrier juif comme le bourgeois juif occupent la même position par rapport aux Palestiniens. C'est l'ensemble du peuple juif en Israël qui se trouve dans cette position, cela ne veut pas dire que la lutte des classes disparaît comme par enchantement au sein de la communauté juive mais cela veut dire que le sionisme dresse un écran, dévie les contradictions fondamentales entre les classes, tant il est vrai "qu'un peuple qui en opprime un autre ne saurait être un peuple libre".

La contradiction juif-palestinien évolue du point de vue de la communauté juive, dans le temps et dans l'espace.

Dans l'espace, il est clair que les conditions politiques et sociales sont extrêmement différentes en Israël même, (ligne de cessez-le-feu de 1948), dans les territoires nouvellement occupés ou à Gaza.

Dans le temps également, les conditions d'oppression évoluent fortement. Le sionisme classique laissait prévaloir la doctrine du "travail juif", c'est-à-dire de l'expulsion pure et simple des Palestiniens. Cette théorie domine toujours la politique de la "bureaucratie sioniste" (le parti MAPAI, la bureaucratie du "syndicat" HISTADROUT...). Cette bureaucratie s'oppose à une nouvelle "bourgeoisie" (incarnée par DAYAN et les technocrates de l'armée aussi bien que par l'extrême-droite GAHAL) qui cherche à exploiter l'abondante main-d'oeuvre arabe bon marché (cf. à ce sujet les protestations du secrétaire général de la HISTADROUT, Y. BEN AARON contre l'emploi massif d'ouvriers arabes).

Le type d'oppression que les Israéliens font subir aux Palestiniens signifie qu'il n'y a pas de sionisme de gauche possible, qu'un véritable révolutionnaire juif en Israël est par définition anti-sioniste.

Les contradictions internes à la société juive, quoique secondaires, deviennent de plus en plus vives; le ciment idéologique sioniste n'est plus suffisant et laisse voir des fissures importantes, des tensions sociales et raciales très vives:

D'abord dans l'intelligentsia. Le mouvement étudiant, faible encore mais réel, met en cause les formes et plus rarement le fond de l'oppression coloniale et de la politique pro-impérialiste d'Israël. Mais surtout, dans la classe ouvrière et chez les juifs orientaux; il s'agit d'ailleurs pratiquement de deux aspects d'un même problème, les juifs orientaux formant l'immense majorité de la classe ouvrière.

Les grèves sauvages se multiplient car la bourgeoisie met en place une politique de rentabilisation systématique avec ce que cela suppose d'offensives frontales contre les maigres avantages que la social-démocratie sioniste avait garanti aux ouvriers juifs. Cela dit, les autorités sionistes savent briser le front de classes : les arguments sur la "sécurité" et les "grévistes saboteurs" portent encore leurs fruits et les porteront tant que la crédibilité de l'idéologie sioniste n'aura pas été fortement ébranlée par la lutte du peuple palestinien et le développement de la révolution arabe.

Le mouvement des juifs orientaux n'est pas nouveau. Ceux-ci sont en effet soumis depuis leur venue en Israël à une discrimination raciale, notamment en matière de logement et d'éducation. Ce qui explique que ces mouvements soient d'abord des mouvements de la petite-bourgeoisie prolétarisée et du lumpen-prolétariat dans les quartiers pauvres. Jusqu'à l'apparition des Panthères Noires, les révoltes des juifs orientaux étaient canalisées par l'extrême droite (HEROUT-BETHAR).

LES ORGANISATIONS QUI MENENT

LE COMBAT DEMOCRATIQUE

Certaines organisations luttent contre les effets de l'oppression sioniste sans pour autant le faire sur une ligne anti-sioniste conséquente.

-Le PC ( pro-soviétique ) RAKAH : Le PC palestinien, fondé en 1922, est devenu PC israélien en 1948 ( MAKI ). En 1965, il a scissionné entre une minorité pro-sioniste qui a gardé le nom de MAKI et la majorité dite "arabe", pro-Moscou, soutenant la résolution du 22 Nov. 67, sous le nom de RAKAH. Le RAKAH est le seul parti en Israël à défendre un tant soit peu les droits démocratiques des Palestiniens, ce qui explique sa popularité à l'intérieur des frontières de 1948 et en Cisjordanie (avec le relais du PC jordanien) dans de larges couches du peuple palestinien. Notons qu'en 1958, des Palestiniens ont tenté de s'organiser en dehors du PC dans le groupe AL-ARD, interdit par l'Etat sioniste. Le RAKAH a joué un rôle important dans l'extension du mouvement de solidarité avec Ikrit et Biraam.

-Le mouvement étudiant SIAH. Ce mouvement est né de la crise de l'intelligentsia, il est assez peu homogène et très hésitant, évoluant du "sionisme de gauche" à l'"a-sionisme", mais il a défendu en de multiples occasions les droits démocratiques du peuple palestinien.

Les PANTHERES NOIRES expriment la révolte des Juifs orientaux. Comme dans le cas américain, le mouvement n'a pas une idéologie révolutionnaire précise; il oppose les "pauvres" aux "riches". Au cours du développement de sa lutte avec l'Etat israélien, il a connu un processus de radicalisation prononcée. Ainsi, sur la question de l'armée, idéologiquement fondamentale en Israël, il est passé de la revendication des droits égaux pour les Orientaux dans l'armée à la position selon laquelle l'armée israélienne était l'armée des exploiteurs et "n'était pas celle des pauvres". Radicalisation aussi à travers la lutte antifasciste ( Ligue de défense juive, etc...), lutte qui a entraîné une répression très vive de la police contre les PANTHERES.

Après avoir rassemblé des milliers de personnes dans les manifestations, le mouvement est aujourd'hui dans une période de reflux, mais aussi d'approfondissement politique.

LA GAUCHE REVOLUTIONNAIRE

Elle est issue de l'Organisation Socialiste Israélienne, plus connue sous le nom de son journal MATZPEN (La Boussole). Elle est encore très faible, même si elle s'est dans l'ensemble renforcée.

Le MATZPEN a été fondé en 1962 par un groupe de militants issus de l'Organisation de jeunesse du PC (le BANKI) et par un noyau trotskiste de Haïfa. A l'origine, ses positions étaient peu différentes de celles du sionisme de gauche, mais elles se sont clarifiées et radicalisées, évolution accélérée par le développement de la lutte armée de la Résistance Palestinienne. Aujourd'hui, quatre petits groupes sont issus du MATZPEN, correspondant à des orientations très différentes les unes des autres, même si toutes se disent anti-sionistes et soutiennent les droits du peuple palestinien.

-Le groupe AVANT-GARDE, lié à l'AJS-OCI en France (mais né dans un contexte très différent), met l'accent sur la lutte patrons-ouvriers en Israël, bourgeoisie-prolétariat, sous estimant très gravement l'importance de la lutte de libération nationale.

-Le groupe MATZPEN et le groupe MATZPEN-MARXISTE. Ils diffèrent entre eux sur les principes théoriques : Le second étant lié à la IVème Internationale (Ligue Communiste en France), le premier étant proche de conceptions "luxembourgistes", voire "anarchisantes". Mais tous deux se situent dans un cadre stratégique commun. Ils insistent sur le caractère idéologique de la lutte anti-sioniste (au détriment parfois de la pratique de masse réelle). Ils mettent en avant le mot d'ordre d'"autodétermination des deux peuples", mot d'ordre confus ne permettant pas de démêler le caractère des oppresseurs et des opprimés (cf. les critiques du FPDLP, dans "La solution démocratique du problème palestinien"). Les deux MATZPEN défendent parfois courageusement les droits du peuple palestinien

-L'ALLIANCE COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE, qui publie le journal MAAVAKAN NIDAL, (le seul journal non-légal) met l'accent sur le travail de masses en direction des Juifs et des Arabes et rejette le mot d'ordre d'autodétermination des deux peuples. Les camarades de l'ACR publient de nombreuses informations sur le développement de la révolution au Yémen et dans le Golfe Arabique.

LA REPRESSION

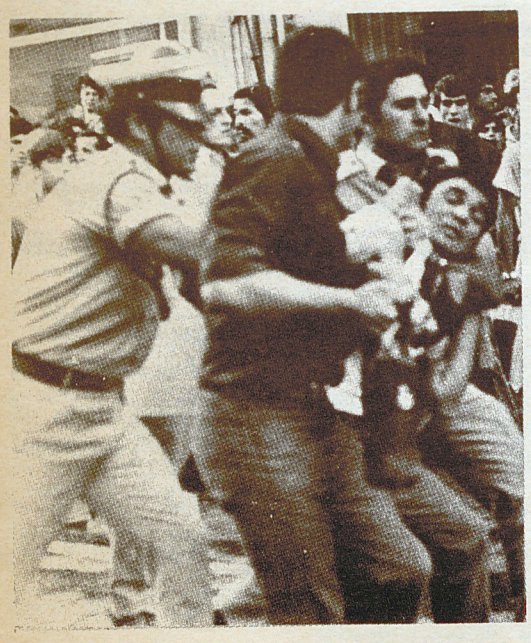
La gauche israélienne est actuellement durement frappée par la répression ; celle-ci s'est abattue en deux temps.

D'abord avec l'arrestation de quelques militants juifs —et à cette occasion de dizaines d'Arabes— membres du groupe FRONT ROUGE, une dissidence de l'ACR sur des positions aventuristes, mais se réclamant de sa plate-forme. Ses militants sont accusés d'espionnage et risquent des peines extrêmement lourdes.

Puis la police en a profité pour frapper plus loin en arrêtant des militants de l'ACR (accusés de ne pas avoir dénoncé les précédents ) : R. LIVNEH, M. LERMAN et des progressistes arabes. Dans le même temps, une campagne hystérique dans la presse la radio, etc... accompagnait les manoeuvres d'intimidation en tout genre qui ont été déclenchées contre toute la gauche, PC compris.

Les camarades emprisonnés sont prêts à défendre leurs positions et à mettre le sionisme en accusation devant un tribunal, c'est pourquoi la police cherche à les briser en les soumettant à la torture. Le silence qu'ils essayent de maintenir dans le monde sur cette affaire trahit la faiblesse de l'état sioniste face à la dénonciation par des révolutionnaires juifs et arabes de sa véritable nature.

Plus que jamais notre rôle est de populariser la lutte de nos camarades sans donner d'illusions à personne sur leurs forces réelles, mais en comprenant leur importance historique.



Bibliothèque de Sciences Po

# L'U.N.E.M ET SES LUTTES

Le 24 janvier 1973, le conseil des ministres marocains décretait la dissolution de l'Union Nationale des Etudiants du Maroc (UNEM). Cette mesure de caractère profondément antidémocratique s'insère dans le processus de développement des luttes estudiantines depuis l'indépendance formelle (1956).

Déjà, pendant la période de lutte contre le colonialisme, les étudiants marocains dans le cadre de l'A.E.M. et l'A.E.M.N.A. ont participé à la lutte pour l'indépendance, le mouvement estudiantin marocain se dote de sa propre organisation de masse, l'U.N.E.M. qui prend dès ses débuts des positions sans équivoques à l'échelle arabe et internationale : elle soutient les luttes des peuples algérien et cubain et dénonce le complot impérialiste au Congo.

Sur le plan intérieur, le congrès de 1961 s'engage dans le sein d'une lutte politique et syndicale plus radicale; les mots d'ordre d'arabisation, généralisation et marocanisation de l'enseignement sont avancés. En 1963, le régime lance une vague de répression contre le mouvement étudiant. Il ira jusqu'à la condamnation à mort du président de l'U.N.E.M. ( pendant le procès de Marrakech ). A cette époque, le régime tient encore à son vernis libéral et une tentative de dissolution de l'U.N.E.M., après un procès, échoue.

Par la suite, la dégradation du régime dans tous les secteurs aboutit à la volonté du peuple marocain d'y mettre fin. Il exprime cette volonté d'une manière violente lors de l'insurrection historique du 23 Mars1965. Le pouvoir réactionnaire y répondra par une répression sanglante et, en octobre 1965, par l'assassinat de Mehdi Ben Barka.

Les masses estudiantines prennent alors conscience que la crise de l'enseignement n'est qu'une des conséquences de la crise générale que traverse le pays; l'arrivée massive, à partir de 1967,d'étudiants issus des couches populaires, dûe à l'afflux à l'école au lendemain de l'indépendance des classes laborieuses, entraine une radicalisation massive de la base estudiantine; l'U.N.E.M. au lieu de se considerer comme un agrégat de jeunes mal nourris, mal logés, mal éduqués,avance des mots d'ordre politiques: le 12ème congrès considère la cause palestinienne comme une cause nationale.

Le mouvement étudiant fait, de plus la jonction entre ses propres luttes et celles des masses populaires, alors que le pouvoir renforce son caractère antidémocratique par la suppression,en 1969, de l'Ecole Normale Supérieure, composée en majorité de fils du peuple. Après le coup d'Etat du 10 juillet 1971, les masses estudiantines appellent au renforcement du Front des luttes populaires pour isoler le régime et précipiter sa chute.

C'est au cours du XIIIe Congrès que les étudiants ont commencé à faire preuve de la combativité qui les animait en proclamant leur volonté d'indépendance vis-à-vis des partis politiques traditionnels de la petite bourgeoisie (U.N.F.P. et P.C.M-P.L.S) qui utilisaient les étudiants à leur fin propre. Cette volonté s'est établie dans les faits à partir du XVe Congrès (été 1972). Le danger qu'elle impliquait pour le pouvoir réactionnaire marocain a été la cause principale d'une repression d'un nouveau style qui a frappé cette année l'organisation ; arrestations de plusieurs responsables ainsi que de centaines d'étudiants; l'inefficacité de cette mesure a conduit le pouvoir à utiliser des moyens encore plus radicaux, de type fasciste : dissolution de l'U N.E.M., arrestation ou poursuite de tous les membres du Comité Exécutif, du conseil administratif, des corporations des facultés, tout ceci accompagné de l'expulsion de plus de 2600 étudiants et la fermeture des facultés de lettres de Rabat et Fès et de la faculté d'enseignement originel de Fès.

C.I.F.M. : les ouvriers imposent leur grève malgré la pression bureaucratique de l'U.M.T..

## LA SITUATION AU MAROC

La combativité accrue des étudiants et la répression qu'ils endurent n'est évidemment qu'une partie, et surtout un reflet de l'évolution des contradictions qui animent la société marocaine.

Un fait fondamental est l'isolement total dans lequel est enfermé le pouvoir réactionnaire. Ceci est le résultat d'une longue pratique qui a visé, depuis l'indépendance et surtout depuis l'accession au trône de Hassan II, à créer le vide politique autour de la féodalité alaouite, signe de la lutte des classes qui oppose les intérêts de la moyenne et petite bourgeoisie à ceux de l'impérialisme français et américain et de ses valets locaux, la féodalité et la bourgeoisie bureaucratique et compradore et qui s'est conclue au détriment de la moyenne et petite bourgeoisie. L'isolement du pouvoir marocain a été encore approfondi par les deux tentatives de coups d'Etat de juillet 1971 et août 1972 qui ont été fomentés par l'impérialisme américain par généraux Medbouh et Oufkir interposés ceci ne signifie évidemment pas que les intérêts economiques et stratégiques de l'impérialisme se soient trouvés en contradiction avec les intérêts économiques de la féodalité et de la bourgeoisie bureaucratique et compradore. Loin de là, leurs intérêts réciproques n'ont jamais été aussi convergents (politique des banques, politique des prêts aux gros propriétaires par l'intermédiaire de la B.N.D.E., politique de soumission à l'égard du sionnisme etc...).La féodalité marocaine était simplement, dans l'incapacité de garantir la défense des intérêts communs contre ceux des autres couches de la population.

En effet, on a assisté ces dernières années à une forte recrudescence des luttes menées par les masses populaires qui s'attaquaient aux intérêts mêmes du régime. Ainsi depuis 1970 il y a eu :

—Les grèves des ouvriers de Khouribqa de septembre à décembre 1971, au cours desquelles l'exportation des phosphates et par conséquent l'entrée des devises est restée bloquée.

— Les grèves à Ahli et Kettara en octobre 1971 où les ouvriers ont menacé de faire sauter toutes les installations minières.

— Les grèves dans les tissages de Casablanca et de Fès qui ont duré plus d'un mois.

— Occupation de terres à Ouled Khalifa en 1970 et Ouled Taïma en décembre 1972 qui a fait deux morts et des dizaines de blessés parmi les paysans.

— Plus récemment encore on a assisté depuis le début de 1973, à la grève des 10.000 cheminots pendant plus d'une semaine, celle des dockers de Casablanca, celle des 2000 ouvriers des tissages à Fès, etc...

"L'agitation" au sein de la classe ouvrière, la paysannerie pauvre et la jeunesse des villes qui montre la combativité de ces composants de la société marocaine, traduit la réalité objective de misère dans laquelle elles vivent: ceintures ouvrières et bidonvilles de Casablanca d'où est partie l'insurrection de 1965, bidonvilles de Rabat, où récemment encore s'est déroulée la manifestation qu'a causé la mort d'un policier et l'arrestation de 80 habitants de la cité Yaâcoub El Mansour. On peut citer encore les salaires de misère des ouvriers de l'industrie et de l'agriculture,la ruine des petits paysans qui se sont trouvés dans l'incapacité de rembourser les prêts du crédit agricole etc...

Ceci explique que les luttes menées actuellement, et surtout celles du prolétariat marocain soient avant tout des luttes revendicatives qui se mènent uniquement par secteurs ou entreprises et qui ont pour but unique de vendre à meilleur prix la force de travail des ouvriers. Ces luttes qui traduisent un aspect de la lutte de classes ne s'attaquent pas directement au régime et n'avancent aucun mot d'ordre politique réclamant une réelle démocratie populaire. Ceci est dû essentiellement au fait que le prolétariat marocain est sous la coupe de la bureaucratie syndicale de l' Union Marocaine du Travail ( U.M.T.) tenue par la petite bourgeoisie. Aussi bien cette bureaucratie a-t-elle simplement cherché à monnayer le mouvement des masses contre des avantages de tout ordre dont les nécessités lui sont dictées par sa nature de classe. Le fait qu'elle ait, au cours de son dernier congrès, proclamé sa volonté de construire une société socialiste, n'est que pure démagogie à l'égard des masses populaires, et sa pratique de tous les jours vient prouver le contraire : luttes économiques, sectorielles, tentatives de briser ou de dévoyer certaines gèves.

Malgré tout, depuis cette année, les ouvriers ont bien souvent montré leur indépendance vis-à-vis des bureaucrates locaux ou nationaux de l' U.M.T. (grèves des cheminots, dans les imprimeries à Rabat, les tissages à Fès, etc.) par la création de comités de grève qui prennent directement en charge leurs luttes. Cette évolution est également apparue lors des grèves tournantes (à travers le Maroc) des instituteurs qui, contre l'avis du syndicat, et bien que leurs revendications aient été en partie satisfaites, avaient décidé de continuer leurs grèves pour obtenir totale satisfaction.

Il apparait donc que le pouvoir réactionnaire marocain ne peut plus gouverner par les moyens habituels et qu'il est obligé de recourir à la répression. On peut noter à ce sujet la tendance au renforcement des polices qui viennent d'être dotées de deux organismes officiels : la direction de surveillance du Territoire, et le Bureau de Recherche et de Documentation. Par ailleurs, le pouvoir réactionnaire tente à l'heure actuelle de rallier à lui les tendances droitières des partis d'opposition en s'attaquant aux militants les plus engagés de ces partis (envoi de colis piégés à Lyazghi et Bengelloun de la direction de l'U.W.F.P. et Douiri, membre de la direction de l'Istiqlal)

## LA PERSPECTIVE REVOLUTIONNAIRE

Dans l'étape actuelle qui est celle de la Révolution Nationale Démocratique, un certain nombre de convulsions secouent encore la société marocaine et qui doit aboutir à une démarcation de plus en plus nette entre le camp du peuple et le camp des ennemis du peuple. A cet égard, l' histoire du mouvement ouvrier mondial nous a enseigné que, pour que toute révolution soit victorieuse, et qu'elle puisse accomplir jusqu'au bout les tâches nationales et anti-impérialistes, il faut qu'elle soit dirigée par le prolétariat, dégagé de toute idéologie bourgeoise ou petite-bourgeoise.

Dans le cas concret du Maroc la petite bourgeoisie a déjà montré son incapacité à diriger les luttes du prolétariat et, partant, de toutes les masses populaires: elle n'a même pas pu défendre ses propres intérêts contre ceux de la féodalité! On ne peut donc ni compter sur l'U.N.F.P.syndicaliste de Abdallah Ibrahim, ni sur l'U.N.F.P. des "politiciens professinnels" de Abderrahim Bouabid , encore moins sur la tendance blanquiste lybienne des frères Basri, qui ne font que mystifier les masses populaires. On peut encore moins compter sur le P.C.M.-P.L.S. dont la nature révisionniste et petite bourgeoise l' a même conduit à prendre des positions plus droitières que le parti de la petite bourgeoisie (sur la monarchie "progressiste" par exemple).

La condition majeure pour une évolution radicale de la situation reste la construction du Parti révolutionnaire, Parti du prolétariat et de la paysannerie pauvre, armé de l'idéologie révolutionnaire du prolétariat, qui, seul est apte à diriger les masses populaires jusqu'à la victoire finale, à réaliser avec elles les tâches nationales par le renversement violent de la féodalité et de la bourgeoisie bureaucratique et compradore et à chasser définitivement l' impérialisme du pays. Seul le parti de la classe ouvrière et de la paysannerie pauvre est apte à poser d' une manière concrète les problèmes de la paysannerie par une réelle réforme agraire.



Bibliothèque de Sciences Po

Le 7 mars, plus de 50 ouvriers et étudiants arabes occupaient le siège à Paris de la Ligue Arabe pour attirer l'attention de l'opinion sur les liquidations de patriotes palestiniens qui se préparent à Amman. Voici le communiqué commun signé par les occupants et qui a été transmis à toute la presse :

NOUS OUVRIERS ET ETUDIANTS ARABES, SUITE A LA DECISION DU ROI HUSSEIN D'EXECUTER LE FRERE ABOU DAOUD ( MEMBRE DU CONSEIL REVOLUTIONNAIRE DE FATH ET COMMANDANT DE LA MILICE POPULAIRE EN JORDANIE EN SEPTEMBRE 1970 ) ET SES 49 CAMARADES, NOUS AVONS DECIDE D'OCCUPER LE SIEGE DE LA LIGUE ARABE POUR :

1) DENONCER LE CRIME ODIEUX QUE HUSSEIN S'APPRETE A COMETTRE CONTRE ABOU DAOUD ET SES CAMARADES, ET LE DANGER DE LIQUIDATION QUI PESE SUR LES 3000 PATRIOTES PALESTINIENS ET JORDANIENS, DETENUS DANS LES PRISONS DE JORDANIE.

2) METTRE LES REGIMES ARABES DEVANT LEURS RESPONSABILITES ET EXIGER LEUR INTERVENTION IMMEDIATE POUR ARRETER LES EXECUTIONS.

3) DEMASQUER LES TENTATIVES D'ANEANTISSEMENT DE LA LUTTE ARMEE DU PEUPLE PALESTINIEN AU MOYEN DE SOLUTIONS CAPITULATIONNISTES DITES PACIFIQUES.

NOUS APPELONS TOUS LES DEMOCRATES ET LES ANTI-IMPERIALISTES EN FRANCE A SE MOBILISER POUR ARRETER LES EXECUTIONS DES PRISONNIERS POLITIQUES EN JORDANIE.

# COMITE MEDICAL

LISTE (SIMPLIFIEE)
DES MEDICAMENTS A RASSEMBLER

| | |
|---|---|
| ANTIBIOTIQUES | comp. et inj. |
| ANTITUBERCULEUX | comp. |
| ANALGESIQUES | comp. |
| ANTIPALUDIQUES | comp. |
| TRANQUILISANTS | comp. |
| SOMNIFERES | comp. |
| ANTISPASMODIQUES | comp. et inj. |
| ANTIDIARRHEIQUES | comp. |
| ANTIDYSENTERIQUES | comp. |
| ANTIPARASITAIRES : Tænifuges, médicaments de l'ankylostomiase, de l'ascaridiose, de l'oxyurose | |
| VITAMINES | comp. |
| ANTIHISTAMINIQUES | |
| ANTIINFLAMMATOIRES | |
| CORTISONE | |
| VITAMINE K ET HEMOSTATIQUE | comp. et inj. |
| COLLYRES | divers |
| GOUTTES AURICULAIRES | divers |
| ANTIACIDE | comp. |
| ANTITUSSIFS | comp. |
| LAXATIFS | comp. |

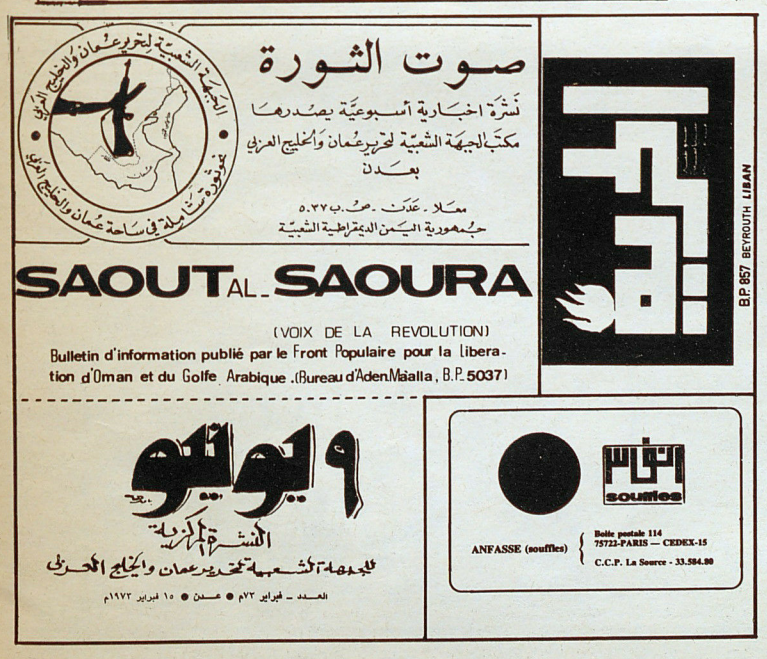
Eviter tous les médicaments du système cardio-vasculaire, hépato-biliaire et pour le diabète.

Envoyer les contributions, en espèces au CCP du comité : 2 131 50 PARIS, avec la mention "AIDE SANITAIRE AU PEUPLE DU GOLFE ARABIQUE"

Envoyer les contributions en nature à l'adresse du Comité Médical :

COMITE MEDICAL GOLFE ARABIQUE
c/o Dr Bennani

1, boulevard JOURDAN
75014 PARIS




Nous publions ci-dessous un appel du Front Populaire et Démocratique de Libération de la Palestine, d'une actualité brûlante au moment où de nouvelles liquidations de patriotes jordano-palestiniens sont organisées par Hussein.

APPEL A TOUTES LES FORCES PROGRESSISTES ET DEMOCRATIQUES DANS LE MONDE

TOUT NOTRE APPUI ET TOUTE NOTRE SOLIDARITE POUR LES DETENUS POLITIQUES DANS LES PRISONS DE HUSSEIN DE JORDANIE ET DANS LES CAMPS DE CONCENTRATION EN ISRAEL

Le régime réactionnaire du roi Hussein de Jordanie, instrument de l'impérialisme occidental au Proche-Orient, continue les massacres de tous les citoyens honnêtes et de tous les militants progressistes et révolutionnaires qui combattent pour libérer le peuple palestino-jordanien de la répression sioniste réactionnaire dirigée par l'impérialisme américain.

Dernièrement, le gouvernement criminel de Amman a exécuté dans le plus grand secret sept militants palestino-jordaniens : ils ont été pendus à Amman. Quarante neuf autres militants (prisonniers dans un camp de concentration en jordanie) attendent d'une heure à l'autre d'être éxécutés de la même manière.

En essayant de cacher et de couvrir son terrorisme féroce et systématique, le régime du roi Hussein annonce de temps à autre qu'il a libéré quelques prisonniers. Et cependant il y a plus de 3 000 prisonniers politiques dans ses prisons, qui souffrent chaque jour de toutes sortes de tortures et de repressions : ces pratiques se font à l'encontre des droits les plus élémentaires de l'homme et des règles internationales sur le traitement devant être employé à l'égard des prisonniers politiques.

Les militants héroïques qui se trouvent incarcérés dans les prisons ne peuvent riposter à ces traitements barbares qu'en observant une grève générale de la faim.

Les autorités jordaniennes empêchent les représentants de la Croix Rouge Internationale de visiter les prisonniers et la même chose vaut pour leurs avocats.

Le Comité chargé des Relations Extérieures du Front Populaire et Démocratique pour la Libération de la Palestine (F.P.D.L.P.) lance un appel à toutes les forces progressistes et démocratiques dans le monde afin qu'elles fassent toute sorte de pressions et d'actions possibles visant à arracher les prisonniers politiques des mains des bourreaux du roi Hussein de Jordanie et des mains du gouvernement fasciste et raciste israélien en Palestine.

Tous les progressistes et démocrates sont appelés à prendre la défense de la vie des militants prisonniers dont l'unique tort réside dans le fait d'avoir combattu pour leur liberté et leur dignité humaine...

Les organisations de travailleurs et d'étudiants, les partis politiques progressistes, les avocats démocrates, les médecins, les organisations sociales et sanitaires, les organisations pour la défense des droits de l'Homme, SONT APPELES A INTERVENIR, par tous les moyens possibles, auprès du gouvernement réactionnaire et fasciste d'Amman, en vue de la libération des prisonniers politiques.

VIVE LA LUTTE HEROIQUE DU PEUPLE PALESTINO-JORDANIEN CONTRE LE SIONISME, LA REACTION, L'IMPERIALISME

VIVE LA LUTTE DE TOUS LES PEUPLES OPPRIMES DU MONDE POUR LEUR LIBERTE...

Front Populaire et Démocratique pour la Libération de la Palestine (F.P.D.L.P.)

Comité Chargé des Relations Extérieures

SUITE DE LA PAGE 16

en Palestine, Organisation des socialistes libanais, Mouvement socialiste arabe en Irak, Parti Démocratique Révolutionnaire au Nord-Yémen, Mouvement Révolutionnaire Populaire d'Oman et du Golfe Arabique dans les émirats, Front Populaire de Libération du Golfe Arabique Occupé au Dhofar, enfin Organisation de la Révolution Nationale (Munazzama al-thawra al-wataniyya) en Arabie.

En fé vrier 1970, l'Organisation de la Révolution Nationale, issue du M.N.A., et le Front Démocratique Populaire de Libération de la péninsule arabique, issu du Baas, fusionnèrent pour donner naissance au PARTI DEMOCRATIQUE POPULAIRE. Celui-ci entretient des relations fraternelles avec le FNL du Sud-Yémen et le Front Populaire de Libération d'Oman et du Golfe arabique, au sein duquel certains de ses militants combattent au Dhofar; son objectif stratégique fondamental est l'instauration d'une République populaire démocratique en Arabie par la guerre populaire prolongée. Le Parti Démocratique Populaire était représenté à la Conférence Arabe Populaire de soutien à la Révolution Palestinienne qui s'est tenue à Beyrouth fin novembre 1972. Il publie à l'extérieur une revue en arabe (al-djazîra al-jadîda —la nouvelle péninsule arabique). Signalons l'existence du Front Socialiste de Libération de la péninsule arabique, qui milite pour l'indépendance du Hedjaz, province de la Mer Rouge avec La Mecque et Médine et la création récente de la Ligue des fils de la péninsule arabique (Râbita abna al-djazîra al-arabiyya).

Manifestez votre solidarité avec les victimes de la terreur en Arabie dite " séoudite " en contactant:

Le COMITE DE DEFENSE DES PRISONNIERS POLITIQUES EN ARABIE " SEOUDITE ",

P.O. Box 3414

DAMAS

(République Arabe Syrienne)

ou encore :

COMMITTEE FOR SOLIDARITY WITH " SAUDI " PEOPLE

376, Gray's inn road

LONDON W.C. 1 (Grande Bretagne)

VIVE LA LUTTE DES FORCES PROGRESSISTES EN ARABIE DITE " SEOUDITE " !

VIVE LA SOLIDARITE COMBATTANTE ENTRE LES REVOLUTIONS DU YEMEN ET DU GOLFE ARABIQUE ET LE MOUVEMENT NATIONAL DANS LA PENINSULE ARABIQUE !

MORT A L'AUTOCRATIE SEOUDITE, VALET DE L'IMPERIALISME AMERICAIN !



Bibliothèque de Sciences Po

# APERÇU SUR LES FORCES D'OPPOSITION EN ARABIE «SEOUDITE»

Depuis la proclamation de la République Arabe du Yémen à Sanaa, le 26 septembre 1962, la réaction séoudite n'a pas cessé un seul instant sa lutte multiforme et acharnée pour éteindre l'incendie révolutionnaire allumé par la révolution yéménite. De fait, l'autocratie séoudite, qui a transformé la péninsule arabique en une vaste base militaire américaine pour réprimer les mouvements de libération de la région, apparaît comme l'ennemi n°1 de la révolution yéménite, au même titre qu'Israël. De leur côté, les révolutionnaires du F.N.L. sud-yéménite et du Front Populaire de Libération d'Oman et du Golfe Arabique n'ont jamais entretenu la moindre illusion quant à la possibilité de parvenir à une quelconque forme de "cœxistence pacifique" avec ce régime et considèrent que la contradiction entre les mouvements révolutionnaires de leurs peuples et l'autocratie séoudite (de même nature que la contradiction opposant la Résistance Palestinienne au régime monarchique jordanien) est un élément de la contradiction principale qui oppose l'impérialisme américain au mouvement de libération arabe et, par conséquent, ne saurait être résolue que par le renversement du régime séoudien.

Le développement des mouvements progressistes et révolutionnaires au cœur même de la péninsule arabique, dans des conditions extraordinairement difficiles, est d'une importance vitale pour l'avenir de la révolution yéménite qui a réaffirmé, lors du 5ème Congrès du F.N.L. tenu en mars 1972, son "soutien total à la lutte du mouvement national dans la péninsule arabique contre les régimes réactionnaires, les bases militaires et les monopoles pétroliers capitalistes".

Le mouvement national progressiste en Arabie séoudite, apparu vers 1950, a toujours été profondément influencé par les évènements se déroulant dans l'ensemble de l'Orient arabe (agression de Suez, guerre de juin 1967 et développement de la résistance palestinienne, révolution yéménite et guérilla du Dhofar) et ses différentes composantes reflètent les principaux courants politiques dominant le monde arabe. Les premières grèves dans les installations pétrolières de l'ARAMCO ont eu lieu en 1953 (100 morts), puis en 1956, époque où elles exprimaient la solidarité de la classe ouvrière arabe avec la résistance égyptienne à l'agression impérialo-sioniste d'octobre-novembre 1956. Après juin 1967, pour la première fois dans l'histoire du pays, une vague de manifestations a déferlé pour exiger la rupture des relations avec les Etats-Unis, l'embargo sur le pétrole et l'évacuation de la base américaine de Dhahran. Après juin 1969, une vague de terreur sans précédent s'est abattue sur toutes les forces d'opposition, entraînant l'arrestation de 100 officiers (dont le responsable de l'aviation militaire) et de 2 000 civils après que la C.I.A. eût fait échouer de justesse une tentative de coup d'état militaire nationaliste qui se proposait d'instaurer la "République de la Péninsule Arabe Unifiée".
Les tortures les plus barbares sont couramment utilisées dans les prisons séoudiennes comme l'utilisation d'un casque de fer qui comprime progressivement le crâne du détenu jusqu'à l'éclatement et l'hémorragie cérébrale (c'est de cette façon qu'est mort en juillet 1969 le militant Majîd al-Shammâssî.)

On peut schématiquement classer l'opposition "séoudienne" en trois courants principaux : le courant marxiste-réformiste, le courant nationaliste arabe traditionnel (Baassistes et Nassériens) et le courant marxiste-léniniste ou marxiste-révolutionnaire, d'apparition tout à fait récente, né de scissions marxistes des anciens mouvements nationalistes.

1°—le Front de Libération Nationale (Djabha al-tahrîr al-watanî) : créé en 1956 à partir de l'Association de réformes, il regroupe surtout des ouvriers et des fonctionnaires dans les centres urbains; il est dominé par une orientation fondamentalement réformiste (analogue à celle du Toudeh iranien) et entretient des relations suivies avec le Front de Libération de Bahreïn, de même nature.

2°—vers 1959, époque où la R.A.U. attaquait sans ménagement la clique des Séouds, Nasser Saïd, réfugié au Caire, fonde l'Union du peuple de le presqu'île arabique (Ittihâd chaab al djazîra al-arabiyya) d'orientation pro-nassérienne. Bien implantée dans les milieux nationalistes de l'armée et les tribus Shammâr au Nord, historiquement hostiles aux Séouds, elle a constitué pendant toute une époque la principale force d'opposition au régime. C'est elle qui est à l'origine de la tentative de coup d'état en juin 1969; en 1967 s'en est détaché le Front de Lutte (djabha al-nidâl) regroupant surtout des militaires.

Une section du Baas (parti socialiste de la renaissance arabe de Michel Aflaq) avait été fondée en Arabie Séoudite en 1958 mais les luttes internes du Baas en Syrie et en Irak en 63 et 64 ont pratiquement abouti à sa disparition. La majorité des Baassistes séoudiens se sont ralliés à l'aile marxiste du Baas représentée par Georges Tarâbîshî, Yassîn al-Hafez et Alî Saleh al-Saadi, qui s'était constituée après le 6ème Congrès de novembre 1963 en "Parti Baas de Gauche" puis "Parti ouvrier arabe révolutionnaire" (Hizb al-ummâl al-thawrî al-arabî), également implanté dans l'émirat de Duday.

Quant à la section "séoudienne" du "Mouvement des Nationalistes Arabes" de Georges Habashe (M.N.A. Harakat al Qawmiyyîn al-arab), elle a été fondée en 1962 à Khobar, port sur le Golfe arabique, par des instituteurs palestiniens et jordaniens travaillant en Arabie Séoudite.

3°— la création du Parti Démocratique Populaire :

A la fin de l'année 1965, l'aile marxiste du Baas en Arabie Séoudite proclama sa rupture organisationnelle et idéologique avec le Baas traditionnel de Michel Aflaq et s'allia à des éléments indépendants pour former le Front Démocratique Populaire de Libération de la Péninsule Arabique, première organisation en Arabie Séoudite à adopter le marxisme sous sa forme non soviétique et la stratégie de la guerre populaire prolongée.

La même évolution vers la gauche révolutionnaire s'effectua au sein de toutes les sections du M.N.A. après le Congrès de Beyrouth (1964) et surtout en 1968-1969, époque qui verra l'aile marxiste-léniniste (Nayef Hawatemeh, Mohammed Kishli, Mohsen Ibrahim) proclamer sa rupture avec l'ancien M.N.A. et former de nouvelles organisations dans la plupart des pays arabes : F.P.L.P. puis F.D.P.L.P.

SUITE EN PAGE 15

# sommaire


p 2 Editorial.

p 4 Yémen : la réaction manœuvre contre l'unité.

p 6 Texte de l'accord du Caire.

p 7 Les atouts du Yémen Démocratique sur la voie de l'unification (2).

p 9 Oman-Golfe: la révolution dans une nouvelle phase

p 12 Le XIème Conseil National Palestinien: un pas en avant

p 13 La naissance d'une gauche Révolutionnaire en Israël.

p 14 Maroc: l'U.N.E.M. et ses luttes.

conception et montage réalisés par une équipe de militants du comité

Imprimerie d'HEBDO-TC, 76 - Yvetot

Bibliothèque de Sciences Po